



Le Huchoér

N° 25

JOURNAL ANARCHO-INDÉPENDANTISTE BRETON

2 €

Les Alternatives en Bretagne

Commerce équitable

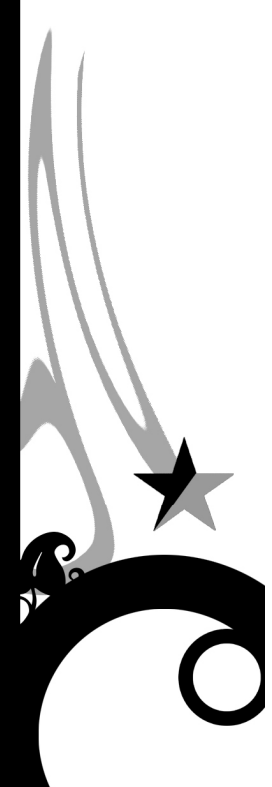
Cantine populaire

Les A.M.A.P.

Education

Autogestion

...



- Bilan tourisme au Pays Basque
- La.Obra : teatr sokial
- Extrême droite en Bretagne
- Facs en Lutte : Nantes et Lorient

- Interview Trouz An Noz
- Ainsi que vos chroniques habituelles

Et toujours tout plein de trucs et de gens
qui nous énervent...

GOUERE / JUILLET 2009



Plateforme fondatrice de la Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL)

De part leur culture spécifique, leur histoire, leurs langues, leur sentiment d'appartenance commune, le Breton/nés constituent un peuple. Tout peuple a le droit d'exister en tant que tel. Nous sommes donc pour l'indépendance de la Bretagne, afin de prendre notre avenir en main, de développer nos langues et notre culture et de réparer les dégâts infligés par le colonialisme français : acculturation, perte de nos langues, dépendance totale à l'État... Nous voulons être acteurs et actrices de notre histoire.

La France telle qu'elle nous est présentée n'existe pas. Sa conception nationale occulte notre identité en dépit des principes sur lesquels elle est soi-disant fondée. C'est un projet politique d'uniformisation, d'asservissement des peuples et de centralisation des compétences. En Bretagne, comme ailleurs, l'État français s'est toujours comporté en État colonialiste :

- Économiquement (pêche, agriculture, industries...)
 - Socialement
 - Politiquement (centralisation, des pouvoirs et prises de décisions à Paris sans consultations locales...)
 - Militairement (JAPD, répartition calculée des forces d'occupation...)
- Ainsi que dans tous les autres domaines (choix énergétiques, éducation...).

Nous sommes internationalistes

En cela nous sommes solidaires des autres peuples en luttes (sociales ou de libérations nationales) et nous sommes conscientEs qu'une lutte pour une Bretagne libertaire ne peut se concevoir que dans une lutte au niveau mondial. Dans cette perspective, le combat breton constitue une étincelle pouvant entraîner d'autres, en particulier dans les luttes d'émancipation qui sont un réservoir potentiel de changements sociaux radicaux.

En ce qui concerne les langues, le peuple breton, suite à la politique linguicide et uniformisatrice française, parle maintenant français dans son ensemble. Nous ne sommes donc pas contre la langue française, mais le breton et le gallo doivent reprendre la place qu'elles ont perdue dans la société civile, l'éducation, la presse... Nous sommes pour une société pluri-lingue où toutes les langues issues de l'immigration ont leur place sans exclusion.

Libertaires

Nous nous inscrivons en continuité du mouvement d'émancipation sociale né avec la Révolution Industrielle. Pour nous, la libération nationale ne peut se faire sans une libération

collective et individuelle. Cependant, nous ne privilégions pas un terrain de lutte plus qu'un autre. L'État, contrairement à ce qu'il insinue, est un outil qui va forcément à l'encontre des peuples et des individus.

Prendre ses affaires en main, c'est ne pas laisser quelqu'un d'autre (élus, flics, préfets...) décider à notre place. Que ce soit pour des questions de société, d'économie, de relation internationale, d'écologie..., ou pour le quotidien où les lois sont l'instrument répressif qui empêche l'individu/e de décider ce qui est bon pour lui/elle. Nous sommes donc pour un fonctionnement qui part de la base : assemblées de villages, de communes, de groupes affinitaires, de pays, où chaque individu/e peut s'exprimer et chaque idée être débattue entre tous/tes pour arriver à un consensus, afin de prendre en compte les intérêts de tout le monde sans exclusivité. Jusqu'ici tous les modèles que l'on nous a imposés ont été un échec (capitalisme, socialisme de l'Est, démocraties électoralistes...). Il est donc temps d'imaginer et de construire une société nouvelle sur des bases humaines et collectives, et non spéculatives et autoritaires. Une Bretagne libertaire est résolument anticapitaliste, anti-autoritaire et antifasciste. Parce que la loi des marchés ne profite qu'à une poignée d'individues/es qui exploite le reste de la population et les ressources naturelles, nous sommes contre toute forme de patronat et pour la réappropriation des outils de production par ceux et celles qui cherchent à mettre en place l'autogestion, et produire uniquement le nécessaire. Cassons la logique productiviste qui n'a pour but que le profit !

L'uniformisation culturelle des peuples répond au besoin de standardisation et de contrôle de la consommation par les exploités. Cette logique ouvre la porte à l'intolérance.

Pour nous l'indépendance est synonyme d'ouverture envers les autres. Pas question d'instaurer des frontières et de rejeter l'autre. La Bretagne est multiple et multiculturelle, et nous sommes conscient/es que c'est par cette mixité culturelle que les peuples avancent. Nous sommes contre toute forme de chauvinisme. Être Breton/ne ne signifie pas forcément être né/e en Bretagne ou porter un nom breton. Être Breton/ne, cela peut être choisir de participer à la vie collective bretonne, aux initiatives et aux décisions, être présent/e dans les assemblées.

Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire

<http://www.cbil.lautre.net>

La crise, le chômeur et le président

Lucien est une victime. A cause de ce monstre hideux et tentaculaire que les économistes affublent des pires noms : crise, récession, dépression, il vient de perdre son emploi. C'est dommage, mais bon, il se fait une raison ; il n'est pas le seul.

En fait, cela tombe même plutôt bien. S'il avait été chômeur un an plus tôt, on l'aurait traité de fainéant, et sûrement regardé de travers. Mais là, grâce à la crise, c'est différent. Lucien est une victime.

L'année d'avant, les chômeurs étaient montrés du doigt. Monsieur le président avait annoncé que les contrôles seraient renforcés, les allocations diminuées. Les chômeurs c'était vraiment des profiteurs.

La semaine dernière, Lucien travaillait dur. Les deux-huit dans une usine automobile, ça n'a rien d'une sinécure. Lucien occupait sa place dans la société. Exploité, mais heureux de l'être car exploité c'est mieux que chômeur, se disait-il alors. Sous-payé, mais heureux de l'être car sous-payé, c'est mieux que pas payé du tout, se disait-il encore.

Cette année, les chômeurs sont choyés. Monsieur le président a annoncé que les chômeurs seraient aidés par la nation, les allocations augmentées. Les chômeurs sont presque des héros.

Maintenant, Lucien ne travaille plus. Les trois-huit chez lui, peinard. De toute façon, il n'a pas de remord à ne plus se lever à 4 heures 30 le matin, et il a raison. C'est la crise et il n'y a plus de boulot. Il sent qu'il aurait dû être chagriné... au moins un peu. Mais il découvre un bonheur qu'il n'aurait pas cru possible. Aujourd'hui, il fait beau et Lucien n'est pas à l'usine ; il est dans son jardin.

Sa voisine l'a vu à plusieurs reprises et elle lui a souri. L'année dernière elle aurait dénigré derrière lui : « Pffff, le voisin ne travaille pas. Encore un qui vit des allocations sur notre dos ». Mais là, la voisine pense « Pauvre voisin, avec cette crise et tout ce chômage, il a vraiment pas de chance ».

Bref, Lucien est heureux et il aurait tort de ne pas en profiter.

Mais dans notre société, le bonheur, lorsqu'il est gratuit et non-taxé est toujours éphémère. Comme tout ce qui est gratuit et non taxé, remarquera l'observateur avisé.

Alors que Monsieur le Président monte les marches de son palais, Lucien pousse la porte de l'ANPE (D'ailleurs, on dit plus ANPE, mais Pôle Emploi, c'est quand même plus chic). Et au moment où Monsieur le Président serre la main de son directeur de cabinet, Lucien est reçu par une conseillère.

Comme Monsieur le Président, la conseillère de Lucien sait ce qui est bon pour lui. Et comme Monsieur le Président, elle, elle a un job, un vrai. Ce qui lui autorise de jeter un regard condescendant à Lucien.

La conseillère de Lucien lui annonce qu'elle va tout faire pour le réintégrer rapidement dans la société. Lucien s'étonne, il ne s'est jamais senti désintégré. On lui rétorque qu'être chômeur c'est ça être désintégré, il répond que pourtant la seule fois qu'il a failli être désintégré c'était par un robot soudeur au boulot. On lui dit de cesser de faire l'enfant, il dit qu'il n'est pas un enfant mais un chômeur. La conseillère le réprimande, car il n'est pas très coopératif. Elle rajoute que s'il veut trouver un emploi et conserver ses allocations, il va devoir faire des efforts. Lucien trouve stupide les paroles de sa conseillère car s'il trouve un emploi, il perdra ses allocations, s'il veut conserver ses allocations, au contraire, il devrait faire des efforts pour ne pas retrouver d'emploi. De toute façon, s'il trouve un emploi, c'est là qu'il devra faire des efforts, et de toute façon, il ne veut pas faire d'efforts. Il en a assez fait à l'usine.

Quand il ressort du Pôle Emploi, Lucien est complètement déboussolé. Le bonheur ce

n'est pas si simple.

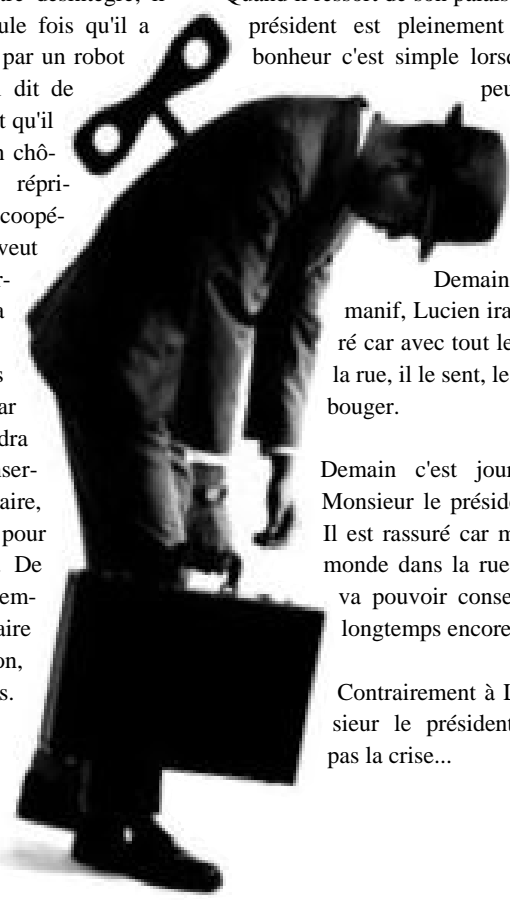
Pendant ce temps, Monsieur le président préside (c'est son métier) le conseil des ministres. Il annonce qu'il va faire une nouvelle loi pour moraliser le capitalisme. Une loi qui devra être suffisamment vide et inefficace pour ne pas fâcher ses amis patrons mais qui puisse rassurer le bon peuple. Un ministre lui répond qu'on pourrait aussi reparler de sécurité. Monsieur le président lui répond qu'il a déjà prévu un discours sur le sujet. Un autre ministre le félicite pour cette initiative. Monsieur le président le remercie. Un troisième, l'estomac dans les talons, demande si quelqu'un connaît une gargote un peu chic. Tous lui répondent (en gastronomie les ministres sont champions). Puis un ministre, quel rabat-joie, dit qu'il faudrait faire un effort pour le pouvoir d'achat. On le rabroue et le rembarre, des efforts, le gouvernement en a déjà fait assez. De toutes façons, Monsieur le président ne veut pas faire d'efforts. Il en a assez fait pour se faire élire.

Quand il ressort de son palais, Monsieur le président est pleinement rassuré. Le bonheur c'est simple lorsque l'on a le peuple à ses pieds et des ministres obéissants.

Demain c'est jour de manif, Lucien ira. Il est rassuré car avec tout le monde dans la rue, il le sent, les choses vont bouger.

Demain c'est jour de manif, Monsieur le président n'ira pas. Il est rassuré car malgré tout le monde dans la rue, il le sait, il va pouvoir conserver son job longtemps encore.

Contrairement à Lucien, Monsieur le président ne connaît pas la crise...



OLC

Turismoak kolonialismoa osatzen duenean

Flambée immobilière, fièvre de la construction et tourisme. Dans la réflexion qui suit, nos camarades basques de BURUZ BURU KOLEKTIBOA vous proposent d'établir un bilan de la situation et d'en détailler les critiques.

Pays basque nord, années 60. La MIACA, Mission Interministérielle pour l'aménagement de la Cote Aquitaine, éminemment tournée vers le tourisme, génère des plans de promotion immobilière, d'équipements (hôtels, golfs, gîtes, campings...) qui représentent 700 000 places touristiques, et entraînent la privatisation, l'augmentation des prix et la destruction du territoire.

Il faut savoir que jusqu'alors, l'urbanisme en tant que moyen d'accumuler du capital était



limité à quelques endroits seulement tels Bayonne, Anglet, St Jean de Luz, Hendaye, Saint Jean Pied de Port, Mauléon et, bien entendu, Biarritz. A la fin du XIXème siècle, après le départ de la famille impériale et sa désaffection pour Biarritz comme lieu de villégiature, Biarritz fut partiellement acquise par les « Jauntto » locaux (caciques), en parallèle de l'achat de parts de la forêt landaise.

Le reste du territoire était peuplé d'habitants dont les relations avec la ville étaient rares, hormis quelques échanges commerciaux réduits. Rappelons qu'à l'époque l'autosuffisance était la règle dans les territoires locaux, ce qui les tenaient à l'écart des lois du marché. De nos jours, il suffit de se promener quelques minutes en voiture pour se rendre compte que tout le territoire est potentiellement constructible : des grues à perte de vue. La différence ville/campagne, anciennement barrière psychologique, a disparu.

Les golfs, zones de résidence (souvent secondaires), les ports de plaisance etc occupent les terrains où l'on pratiquait autrefois l'agriculture et la pêche artisanale. De nos jours, ces derniers sont réduits à peau de chagrin sur la côte. Agriculteurs et pêcheurs n'ont plus d'autre issue que de vendre terres et bateaux, face à l'omniprésence des voies de communication, la corruption immobilière, le tourisme... Et ce phénomène fait

tache d'huile : il touche une large partie de « l'entre-côte », menace indubitablement l'intérieur du Pays basque (augmentation du prix des loyers, des terrains...). Si les villages et leur économie furent un jour des gardes-fous contre l'invasion du capital, de l'argent et de la spéculation, aujourd'hui l'ouverture des voies de communication de plus en plus rapides abolit toutes les limites urbaines : On peut travailler à Larcaveau et dormir à Mouguerre, avoir un bureau d'avocats à Saint Sébastien et une résidence secondaire à Lecumberry. Le phénomène de l'isochrone est décisif au moment de choisir un lieu de résidence : En Pays basque nord, une grande partie de la population habite à 30 minutes du lieu de travail. Les barrières physiques tombent peu à peu, les formes de vie et coutumes, la culture, la langue, l'idiosyncrasie qui nous identifient comme peuple disparaît. Les formes de vie citadines se superposent à celle des villages ; une même uniformité des habitudes et des comportements : même dépendance des voitures, des grandes surfaces et centres commerciaux, mêmes pathologies (stress, dépression, troubles de l'alimentation, manque de temps, isolement, peur).

La disparition du secteur primaire entraîne la naissance d'une nouvelle couche sociale, néo-rurale, basée sur les services, née de la vente des terres, de la spéculation immobilière et de l'économie créée par le tourisme (bâtiment, hôtellerie...). La nouvelle économie néo-rurale est composée de petits producteurs, commerçants, hôteliers, travailleurs indépendants, fonctionnaires, étudiants... conscients de leur origine. La dernière chose qu'ils souhaitent c'est justement de retourner à celle-ci. Par conséquent, leurs intérêts, en totale consonance avec la politique générale, concorde avec la politique locale. De fait, l'expansion économique les favorise au détriment du territoire et de ses habitudes naturelles.

Quand l'action directe met en œuvre une critique de la spéculation, les politiques sans distinction idéologique coïncident avec leurs analyses. Ceci est pour nous la preuve évidente du consensus régnant grâce auquel toutes ces années le développement n'a pas été contesté, ni les véritables coupables désignés : agences immobilières, promoteurs, agences touristiques, administration, bref... le capital dans ses œuvres.

Les déclarations à la presse du porte-parole d'Abertzaleen Batasuna (publiées le 30/08/07 dans l'hebdomadaire Enbata), qui ont fait suite aux actions contre des résidences secondaires et des intérêts touristiques, sont en ce sens très significatives. Tout comme les conclusions de son parti en 2005 au sujet de la problématique du logement. Dans l'une comme dans l'autre, il n'est fait aucune référence aux principales causes, ni aux principaux coupables du problème : la

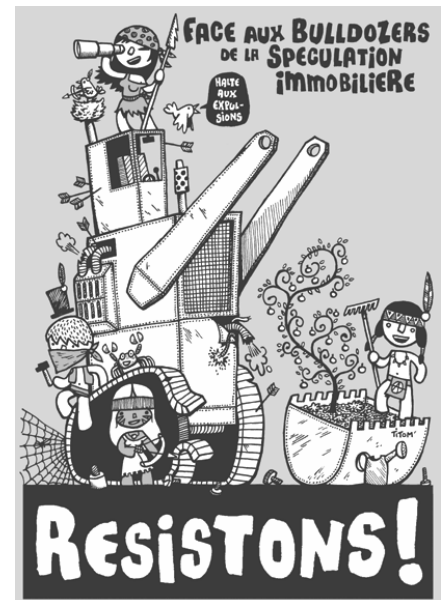
propriété privée et le tourisme. La question de la propriété privée mérite un autre débat, ce sont les conséquences du tourisme en Pays basque qui seront abordées ici.

Dans une époque point trop lointaine, nombre d'autocollants apposés à l'entrée des commerces témoignaient du fait que le Pays basque était l'objet d'une campagne contre le tourisme. Campagne aussi directe que controversée et qui mit à mal les affaires de nombreux commerçants, agents immobiliers et autres.

Les conséquences du tourisme en Pays basque

La côte du Labourd en été connaît une affluence massive : 455 000 lits auxquels il faut ajouter 15 000 dans les centres de vacances d'entreprises, 28 000 dans les maisons louées par des particuliers et 14 000 dans les campings. A l'année, le Pays basque compte 14 millions de nuitées dans les hôtels. Sur 10 touristes, 7 passent leurs vacances à la côte, 2 dans « l'entre-côte » et 1 à l'intérieur du Pays Basque.

Le marché des résidences secondaires a eu pour conséquence l'augmentation de 50% du prix des maisons au cours des cinq dernières années. Les agences spécialisées proposent d'investir ou d'habiter en Pays basque. Sachant que selon une enquête de la revue



« Ça m'intéresse », Bayonne est la 3ème ville la plus agréable, du fait de son environnement, après Aix-en-Provence et Avignon, car « son eau et son air sont incomparables ». De même Bayonne est classée au 5ème rang pour ce qui concerne le taux de chômage, les impôts fonciers et la taxe d'habitation, le pourcentages des crèches etc.

Mais la plus grande qualité de Bayonne réside dans le fait qu'elle est la ville la plus sûre de France, après Antibes !

Dans le domaine de l'emploi, tourisme équivaut à précarité. La majeure partie de l'emploi se trouve sur la côte : 100 000 postes de travail. 72,5% dans le service, 21% dans l'industrie et le bâtiment, 6,5% dans l'agriculture. En 10 ans la précarité a augmenté de 73%. Le secteur du tourisme emploie 9 000 personnes selon le Conseil de Développement du Pays basque. L'équivalent de 7 à 8 000 emplois à temps plein selon la chambre de commerce et d'industrie. Cependant, ces deux organismes présentent des chiffres d'une grande disparité quant au poids économique du secteur touristique en Pays Basque :

Conseil en Développement 322 millions d'euros

Chambre de commerce et de l'industrie 120 millions d'euros

Quoi qu'il en soit l'un et l'autre sont loin des gains de 9 000 employés saisonniers du secteur. Mais si le tourisme est pernicieux, cela est particulièrement net dans le rôle de servitude dévolu aux employés locaux. Servitude que l'on retrouve dans un autre secteur d'activité, celui de la gérontologie, dont la main d'œuvre est mise au service de personnes âgées et/ou malades. Il faut souligner que dans ce dernier cas, serveurs et servis dépendent à leur tour de l'État et de son bon vouloir quant à la pérennité de l'activité. Toujours dans le tertiaire, et cerise sur le gâteau, l'industrie aéronautique et la production militaire (Entreprise Lauak à Ayherre, Dassault, Télérad à Anglet). Viennent ensuite la culture, les spectacles, les loisirs, la formation etc. Ce secteur dépend également des pouvoirs publics : État + région + département. Au fait, une question : qui est le bénéficiaire économique majeur de l'activité culturelle, des loisirs, des spectacles... en Pays Basque ? Qui en vit directement ? Ne peut-on pas penser à une sorte de subornation, en contrepartie de laquelle s'établit le consensus et la paix sociale.

Et le secteur primaire

Le Pays Basque compte 6000 agriculteurs. En 20 ans, il a perdu 2 000 chefs d'exploitation. Selon l'ADASEA (Association Départementale pour l'aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) dans les cantons d'Ustaritz et de Espelette 7 agriculteurs sur 10 n'auront aucune succession dans les années à venir. 300 ha agricoles sont sacrifiés chaque année à la construction. 2011 sera l'année charnière : elle signale la possible fin des aides économiques européennes de la PAC (Politique Agricole Commune). Que deviendra alors ce secteur déjà éprouvé ? Saura-t-il résister ? Quelle conséquence pour la langue, la culture, les façons d'être, qui bien qu'entamés par la colonisation des modes de vie urbains survivent encore tant bien que mal, principalement parmi les agriculteurs ?

Critique et fausse opposition

Si, depuis plusieurs années on assiste à un affaiblissement de la lutte et de la pugnacité sociale qui était manifeste dans les années 70-80, cela ne signifie pas que les agressions dirigées contre les couches sociales les plus faibles, contre les personnes et leur intégrité en tant que telles (agressions physiques et psychologiques du système) aient disparu. Bien au contraire. Les oppressions ont changé ainsi que l'opposition. Les partis politiques, les syndicats, les ONG, les citoyens et la société civile rendent légitime l'expropriation des biens collectifs (terres, espace public, eau) ainsi que l'exploitation et l'ex-

clusion de parties importantes de la population : salariés aux capacités de défense amoindries, jeunes, personnes âgées, femmes, immigrants... en un mot : les acteurs les moins compétitifs.

On peut parler d'une représentation de l'opposition qui est une fausse confrontation au système, orchestrée par des manifestations et maintes autres apparitions publiques, médiatisées au maximum. Le paradigme : les manifestations contre la guerre en Irak ou la lutte vide de sens contre les OGM de José Bové, la confédération paysanne et leur nébuleuse citoyenne. Pour les organisateurs de ces actions, l'explication est simple : On fait ce que l'on peut...

Notre point de vue sur le sujet part d'une constatation simple : partis politiques, syndicats, ONG dépendent tous de l'État. D'où le consensus grâce auquel l'accumulation du capital et l'exploitation de plus en plus grande des salariés, de l'environnement se poursuivent sans sursis. A titre d'exemple, en Europe le poids de la masse salariale a diminué par rapport aux dépenses générales du patronat.

On peut parler de Paix Sociale subventionnée. Les ONG, les partis, les syndicats, les pouvoirs publics locaux, reçoivent des aides économiques directes ou se servent des fonds de cohésion sociale de l'Union Européenne. La France et l'Espagne sont en particulier deux des pays qui en tirent le plus profit. Les conséquences en Ipparalde étant celles que nous avons décrites plus haut.

Pour finir, nous pensons que la solution se trouve dans la destruction des « communautés », au sens de blocs monolithiques qui confèrent du sens à des groupes humains ; par exemple l'ensemble des Basques, des Abertzale, des anti-OGPM, anti Sarkosy... etc. L'heure est venue de rompre les amarres avec ce « nous », reflet de la communauté unique actuelle, celle de l'autorité et de la marchandise.

Une partie de la société a tout intérêt à ce que l'ordre règne encore et toujours. L'autre partie au contraire, que tout s'effondre au plus vite. Le premier pas est de décider de quel côté on est. Sachant que partout se trouve les résigné(e)s, qui forment la véritable base d'entente entre les parties, les améliorateurs/trices de l'existant et ses faux-critiques. Nous disons partout, cela signifie également dans nos propres vies, qui sont le véritable « chantier » de la guerre sociale, dans nos désirs, dans notre détermination comme dans toutes nos petites soumissions quotidiennes.

Pour tout cela, il faut passer au « corps à corps », pour soutenir finalement un duel avec la vie. Le secret de tout cela étant de commencer sérieusement.

Agir en étant peu n'est pas une limitation mais au contraire, cela représente un mode nouveau de penser la transformation sociale en soi. Les libertaires sont les seuls qui imaginent une dimension de vie collective non subordonnée à l'existence de centre de direction. Comment nous rendre « visibles », nous, si peu nombreux face aux étudiants, aux travailleurs, aux chômeurs... etc ? Si nous pensons en termes de consensus et d'image, la réponse est claire : les syndicats et les spéculateurs politiques professionnels sont plus forts que nous. Par contre eux agissent sur le détail et de manière quantitative. Ils misent sur les grands rassemblements afin de changer quelques éléments isolés du pouvoir. Il est clair que le réformisme est de moins en moins capable de réformer.

A contrario, une critique globale de la société peut faire surgir une vision qualitative de l'action. Puisse-t-il s'agir d'environnement, d'exploitation, de l'Euskara ou de la spéculation immobilière, un discours universel finit toujours par mettre la totalité en question. Dire ce que l'ennemi n'attend pas et être là où il ne nous soupçonne pas, voilà une nouvelle poésie, la nôtre.





Keleier ar yezhoù

Panorama linguistique

INUKTITUT

Le territoire du Nunavut vient tout juste de célébrer son dixième anniversaire. Mais les enfants inuits ont dû souligner cet anniversaire en anglais parce que, dix ans après sa création, il n'y a toujours pas d'école de langue inuite sur leur territoire.

La langue maternelle de 75 % des enfants du territoire est l'inuktitut, mais toutes les écoles, 24 en tout, fonctionnent en anglais (à l'exception d'une école française à Iqaluit).

FRANCO PROVENÇAL

En mars dernier, une thèse a été soutenue en franco-provençal à l'Université de Tourin, faculté de Sciences politiques. C'est une première pour l'athénée piémontais.

SUISSE

Entre 2001 et 2008, 72,7% des employés de l'administration fédérale étaient alémaniques, 20,3% romands, 6,7% italophones et à 0,3% romanches.

EUROPE

Le Musée Guggenheim de Bilbao a accueilli mi avril une conférence internationale portant sur "la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires organisée par le Conseil de l'Europe.

KURDE

Sous pression de l'Union Européenne pour la reconnaissance des langues minoritaires, la Turquie a lancé jeudi sa première chaîne de télévision publique en kurde, le Premier ministre prononçant quelques mots dans cette langue autrefois interdite dans le pays.

ALLEMAGNE

Les Chrétiens démocrates allemands de la CDU (Christlich Demokratische Union) se sont montrés partisans d'introduire un amendement à la Loi Fondamentale (équivalent de la Constitution en Allemagne) afin que l'allemand soit déclaré langue officielle de l'État. Les Sorabes de Lusace, les Danois du Slesvig, les Frisons et les Roms rassemblés au sein du Conseil des Minorités Nationales Autochtones d'Allemagne, ont profité de l'occasion pour rappeler qu'il est aujourd'hui nécessaire de disposer d'un statut réel pour les langues minoritaires d'Allemagne

UKRAINE

En 2006, en vertu d'un sondage mené auprès de la population adulte, l'ukrainien était la langue maternelle de 60% des sondés et le russe de 38%. En famille, 38% des personnes interrogées préfèrent communiquer uniquement en russe et 37% uniquement en ukrainien, 28% optant pour les deux langues.

BREZHONEG

-Le journal l'équipe a publié sur toute la France sa Une tout en breton à l'occasion de la finale de la coupe de France de Football qui opposait l'équipe de Guingamp à l'équipe de Rennes. « L'équipe » est ainsi devenue « Ar Skipailh ».

-L'association Diwan et le comité de soutien à l'école Diwan du Pays de Savenay annonce l'ouverture de l'école Diwan du canton, à Savenay, dès la rentrée scolaire de septembre 2009.

-Le conseil culturel de Bretagne et les associations Dihun, DivYezh, Diwan, Eskolim ne ont tenu à rappeler au gouvernement que la reconnaissance des langues régionales dans la Constitution n'est pas suffisant. Elles réclament une loi sur les langues, (inscrite dans les projets de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy) et qui ne vient pas.

-Le logiciel libre Apertium permet désormais de traduire des textes du breton vers le français.

<http://www.apertium.org/>

QUIPROQUO, le magazine des langues

Hadès lance un webzine consacré à l'actualité des langues.

Quiproquo s'intéressera à la place des langues dans les institutions ou dans les entreprises. Il y sera également question des langues régionales et des langues de l'immigration, ainsi que des politiques qui les favorisent ou - au contraire - les négligent : signalétique bilingue, enseignement des langues régionales dans les collèges et universités, politiques de soutien aux médias et spectacles en breton, corse, basque, occitan ou alsacien, écoles Diwan, ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, etc.

<http://hades-presse.com/quiproquo/>

CATALAN

Selon une récente étude le catalan est en léger recul : dans la vie courante, l'espagnol est désormais plus employé que le catalan, usité à hauteur de 35,6% seulement (contre 45,9% pour l'espagnol). Les autres "langues usuelles" sont l'arabe, le romani (langue des roms ou tsiganes), le galicien et le français.

FRANCAIS CANADA

Le pourcentage de familles hors Québec dont la langue parlée à la maison est le français a décliné lentement mais sûrement au cours des dernières décennies.

OCCITAN

Linguiste, poète et écrivain occitan, Robert Lafont est mort à Florence, dans sa résidence toscane, le 24 juin, à l'âge de 86 ans.



La Obra est une compagnie de théâtre social qui a été créée en 1996 au Chili et depuis 2002 en Bretagne. La obra oeuvre sur trois axes Chili, Guatemala et Bretagne. La Obra utilise l'art comme élément principal pour dénoncer les injustices sociales, permettre au minorités de s'exprimer aussi par leurs cultures et leurs langues. Les supports sont variés : vidéo, théâtre, peinture, écriture...

La Obra, strollad teatr-sokial, a zo bet krouet e Chili e 1996 gant ur vreizhadez hag ur chilianez. Savet eo bet ur strollad e Breizh e 2002. Kontañ a ra tro dro 50 ezel etre Su Amerika ha Breizh. He fal dezhi a zo lakaat war wel, en ur implij an arzoù, ar c'hudennoù sokial hag an dijjustis, ha sevel liammoù etre Su Amerika ha Breizh.

La Obra a fell dezhi krouiñ ur bed all, lec'h ma

hañ krouiñ liammoù etre ar broioù gweladenet.

Hiziv an deiz, eo prizet ar greizenn gant 300 den, krennarded, tud deuet, a zeu da gemer pezh aketus er stalioù a bep seurt (c'hoariva, livañ, video, skritur, janglerezh, skasoù, maskloù, kelaouiñ...) Er c'humunioù a zivar dro e vez kinniget stalioù ivez. Izili eus La Obra pe SVE (Service Volontaire Européen) a lusk ar greizenn. Stummet eo bet ganto ar skipailh *Los Creadores*. O c'hefridi dezho : bezañ atebeg war Ixcan Creativo.

E 2007 eo bet aozet du-hont, fest ar yezhoù minorelezet. Pedet oa bet ar strollad c'hoariva brezhonek *An Alouberion*. Un eskemm sevenadurel etre Breizh ha bro Maya dre ar yezhoù, an dansoù, an istor...

Div pezh c'hoari zo bet savet e Chili, div varnadenn griz ha flemm su diwar ar sistemoù bolitikel ha sokial eus Su

Soun ha skoazellet gant ar gevredigezh *C'hoariva*. Sed aze un istor diwar-benn tud a-zindan guzh, prest d'ober pep tra evit lakaat o hunvreoù da wir. Stanket d'an harz, e ijinont ur bed faltaziek lec'h ma teout a bep eil da vezañ roue, prezidant pe diktator. Ur varadenn, ur flemmskrid a-zivout an touellañ tud hag ar sistemoù bolitikel. C'hoariet vo *Rebeldia* e Breizh, e-pad ar gouelioù hag er skolioù betek deiz ar veaj e fin miz Even. *Melimelearte* a vez graet eus ar raktres. Ur rentañ kont video a vo skignet goude ar veaj evit ar skolioù. Du-hont e vo c'hoariet ur pezh c'hoari damheñvel met leurennet ar wezh-mañ gant tud eus Ixcan Creativo. Disheñvel e vo an disorc'h moarvat. Leurennerien eus Breizh ha Ixcan o do un doare disheñvel da leurenniñ, ur spered all, ur sell all etre daou sevenadur.

A hent all, un nozvezh Latino-Breizh a zo bet savet, ha war al leurenn ar-wezh-mañ strolladoù sonerezh, en o zouez *Fikal-Bazar*, a-benn sikour anezho. Rak, La Obra en deus d'ober gant an arc'hant evit mont war-raok. Kartenoù post a werzhont, ha digoret o deus ur stalig krampouezh gant skoazell IME Plabennec...

Pep hini a faot dezhañ a c'hall ivez emezelliñ ha skoazellañ La Obra.

Setu berr ha berr un tañva eus hon oberezhioù. D'an holl eo La Obra, d'an holl a briz hon uhelvennadioù. Klask a reomp skoazellañ ivez, SVE, tud a youl vat, e Breizh hag e Su Amerika a benn mont war-raok gant barregezh pep hini. Esperamos ho manos disuj nevez a benn sevel ur bed bravoc'h ha reizhoc'h.

Evit mont en darempred :
Obrateatral@yahoo.fr

sitio web obrero :
www.obrasocioteatral.org

blog obrero :
http://laobra.over-blog.com

fotos obreras :
http://www.flickr.com/photos/44625249@N00/
www.teatr-brezhonek.org

Obrerer Loig



vefe talvoudekaet hag anavezet sevenadurioù ha yezhoù liesurt. Met ivez diskuliañ, dre ar grouidigezh arzel, kudennoù ur sistem a douell ha ne daol ket evezh ouzh gwir ezhommoù ar bobl. O labourat gant tud lezet a gostez, La Obra a ro tu da eskemm da vat etre an Norzh hag ar Su.

War an tu-mañ e labour An Obrerieren/ezed (a vez graet anezho) war tri ahel : Chili, Guatemala ha Breizh.

E Guatemala eo bet digoret ur greizenn evit ober arzoù dre stourm : *Ixcan Creativo* e anv, e Playa Grande, ur geriadenn vihan e Ixcan ba' Bro Maya.

Gouzañvet kalz en deus Ixcan : 36 vloazh a vrezel diabarzh. Ul lec'h a vrezeligoù niverus a voe betek 1996. Uhel eo live ar baourantez c'hoazh eno.

E 2007, goude bezañ treuzet Su Amerika gant La Obra eo bet digoret Ixcan Creativo e-kerzh ar raktres *daoulagad o vale* hag oa e bal dez-

vez graet er vro : c'hoariva, sonadeg, abadennoù er skolioù, foromoù... Ar strollad *An Alouberion* a skoazellont ivez. Kemeret o deus perzh ba' o raktres *C'hoariva Guatemala*. Un eskemm sevenadurel etre bro ar Mayaed ha Breizh a oa. Kenskriverzhioù o deus savet asambles gant ar skolioù Dihun, ha Diwan war un dro. Ar pezh c'hoari *Maximon doue rebel*, bet leurennet gant Gisell Sparza ha Celine Soun, a gont istor labourerien ur Finca korvoet anezho. *Maximon doue Maya* zo galvet a benn dieubiñ anezho. Divyezhek a oa divizoù ar pezh c'hoari : galleg ha brezhoneg e breizh, spagnoleg ha brezhoneg e Guatemala. Kompren ur yezh nemeken a zo a-walc'h evit heuliañ an istor. Lusk ar pezh c'hoari a sikour kalz.

Hiziv an deiz e skoazell La Obra *Rebeldia*, ur strollad c'hoariva brezhonegerezed yaouank prest da vont e gwatemala evit ar fest *Arz ar c'humuniezhoù* aozet gant tud a youl vat e Playa Grande.

Roue an harzoù a zo anv ar pezh c'hoari savet diwar Oscar Castro, leurennet gant Celine



Breizh antifa!

ADSAV, CÔTÉ PILE... & CÔTÉ FACE.

Stourmerien Adsav a striv evit lakaat 'ba penn tout an dud eo o strollad, ur strollad a-feson, prop ha naet. N'eus ket ezhomm da furchal gwall bell moarvat evit dizoloin ur strollad estrengas.

Adsav parti d'extrême droite breton, né en 2000, est un parti toujours en quête de respectabilité. Rien de neuf sous le soleil des xénophobes. Qu'ils soient français ou bretons, ils abhorrent qu'on rappelle leur appartenance à l'extrême droite.

Conscients d'un déficit d'image, le bureau d'Adsav, qui se présentait lui-même à ses début comme « la droite nationaliste » a changé de tactique et préfère aujourd'hui l'appellation « parti du peuple breton ». Mais qu'il soit « droite nationaliste », ou « parti du peuple breton », Adsav ne reste qu'un loup xénophobe déguisé en agneau breton.

Rassemblant dès le début et pêle-mêle divers courants fâcheux (roicos, boneheads néonazis, traditionalistes chrétiens, païens, ou simplement paumés, voire abusés - vite partis-), ce mouvement à tenté de profiter de la mauvaise posture et des déboires judiciaires de la gauche indépendantiste (Emgann) pour tenter de faire son trou dans un milieu indépendantiste breton largement ancré à gauche depuis des décennies.

Les militants d'Adsav ont dans un premier temps mis énormément sur Internet profitant des nombreux forums de discussion pour

tenter de lisser leur image, et de rendre leur présence normale dans un milieu pas très favorable à leurs thèses. Vigilants, de nombreux militants ont œuvré pour lever toute ambiguïté entourant ce parti xénophobe. En effet, les discours homophobes et racistes n'ont évidemment pas tardé à fleurir, ce qui a mis à mal la stratégie entriste des cadres du parti, quelque peu contrariées par les dérapages de leurs éléments les plus enjoués et les moins futés.

— Des militantS Sympathiques —

Adsav présente bien et sait faire bonne figure quand il le faut. Belles cravates et beaux costumes sont censés faire oublier par exemple les viriles intimidations de ses débuts, contre l'historien Kristian Hamon, lors d'une rencontre dédicace dans une librairie. Les années passent, mais n'y changent rien. Derrière l'apparat se cachent de beaux spécimens bien peu fréquentables.

Coïncidence ? Plusieurs membres d'Adsav, (dont Anthony Sellin, ancien légionnaire dans l'armée française (!) alors membre du service d'ordre d'Adsav, et qui s'est depuis tué avec son arme), faisaient partie de l'association Vent d'Europe, dans laquelle sous couvert de reconstitution historique, ces derniers paradaient et refaisaient le monde sous les couleurs SS. Cette association (partie se faire oublier suite à une forte pression médiatique) où se retrouvaient également des militants du bloc identitaire ou d'anciens FN, s'étaient spécialisés dans la reconstitution de troupes ayant servi le III^e Reich (Wehrmacht, supplétifs cosaques, et SS français de la Division Charlemagne). Cette association jouant sur l'ambiguïté de la reconstitution historique, était une fabuleuse couverture pour que ses membres assouvissent en toute tranquillité leur admiration malsaine pour ces tortionnaires. Le site de l'association d'ailleurs ne tarissait pas d'éloges pour les combattant SS et n'hésitait pas à donner des liens pour se procurer des ouvrages antisémites via une

maison d'édition spécialisée. À noter, pour enfoncer le clou, que l'association a été fondée par deux anciens membres du Front National, dont Luc Tacher.

Ce dernier héberge alors à l'adresse de son domicile, l'association « St-Enogat, Un Village Dans La Ville », dont l'objet est « (le) développements culturels traditionnels et musicaux du quartier de St-Enogat par ses habitants, commerçants, artisans, passionnés et amateurs d'art, de musique et d'histoires. » Pas de quoi fouetter un chat à priori, sauf quand ladite association profite de la manifestation équestre « Dinard O'Gallo » de 2007 pour faire défiler de manière officielle des gamins embrigadés, sous les drapeaux des jeunes d'Adsav lors de la parade équestre organisée par la ville. Le drapeau d'Adsav aura même flotté très officiellement sur un mat.

Coïncidence encore ? Boris Le Lay, un temps militant d'Adsav, ne cache pas son admiration pour le national socialisme. Ses éclats furent couverts un moment par ses camarades, mais l'encombrant est finalement parti ailleurs polluer de nombreux blogs de sa phobie des juifs. L'un d'entre eux s'intitule SAGA en hommage à Olier Mordrel. SAGA c'est le « Strollad Ar Gelted Adsavet » et Mordrel déclarait à son sujet (Stur, n° 1-2, juin 1942, p 5) : « en 1933, (...) nous avons déclenché, dans notre vieux " Breiz Atao ", la campagne SAGA, en faveur d'un natio-



nal-socialisme breton ». Ce même Mordrel sur la tombe duquel les militants d'Adsav viennent se recueillir, et dont le mouvement se réclame encore.

Hasard toujours ? les militants en provenance directe de partis d'extrême droite français viennent nombreux poser bagage chez le mouvement d'extrême droite bretonne. C'est le cas notamment de l'inénarrable Gérard Hirel, connu dans toute la Bretagne et bien au-delà pour ses campagnes haineuses contre les maghrébins et autres « étrangers ». Cet ancien gendarme, pendant un temps responsable de la milice du Front National (DPS), fut condamné à 1500 € d'amende et à deux ans de prison avec sursis pour provocation à la haine raciale. Ce dernier dans un délire paranoïaque avait annoncé « une invasion de 1.850.000 personnes en Bretagne, composée de musulmans-Maghrébins, de noirs d'Afrique générant des maladies, une délinquance et une délinquance de l'identité bretonne » (sic).

Autre figure, Thierry Le Beherec, candidat d'Adsav en mars 2008 était quant à lui candidat en 2001 pour le parti de Bruno Mégret, le MNR.

Parfois, à l'inverse, des militants d'Adsav s'égarèrent ponctuellement sur des listes politiques françaises lors d'élections municipales 1. C'est le cas d'Eric Alhinc qui s'est retrouvé sur la liste de l'Union Citoyenne pour Tréguen en 2008 emmenée par l'UMP Danièle Jégou. À priori rien de grave, (à part la crédibilité de ladite liste) sauf que ce chef d'entreprise bien sous tous rapports est aussi le guitariste du groupe de RAC « Bretonische Wafferverband », un charmant groupe qui assume sans complexe les exactions du tristement célèbre Bezen Perrot, la milice bretonne SS qui s'est engagée militairement et intellectuellement aux côtés des nazis durant la seconde guerre mondiale.

Les « musiciens » de Bretonische Wafferverband, réclament « la libération des peuples Européens et blanc » et avouent avoir des sympathies musicales du genre « Bagadoù Stourm », « Hais et fier » et autres « section 88 »... Eric Alhinc que l'on a pu admirer portant des T-shirt « Blood and Honour » aux côtés d'amis à la calvitie très prononcée (à moins que les pauvres subissent tous une chimie) n'émouit pas particulièrement ses amis d'Adsav qui répètent à l'envie aux quelques médias qui leur tendent la perche, ne pas connaître de militants néonazis parmi ses adhérents. Il faut dire qu'effectivement, Adsav porte beau en ville lorsqu'il s'agit de propager sa bonne parole. Ses militants (voire ses candidats aux élections) n'exhibent effectivement plus ni leurs culs (ou autres atouts) ni leurs t-shirts racistes, ni leurs tatouages à la gloire d'une idéologie de haine et de mort comme ils se plaisaient à le faire en privé : place aux cravates, à la bonne tenue, et aux discours lénifiants.

Mais, souffrez que l'on écorne cette bonne

image pour rappeler, et c'est savoureux, que ces donneurs de leçon, moralistes, toujours prêts à pourfendre le « crasseux gauchiste dégénéré », restent adeptes de beuveries, où finesse et bienséance ont quitté les lieux depuis bien longtemps. Pas de quoi pavaner. Le militant d'Adsav, même cravaté reste un beauf.

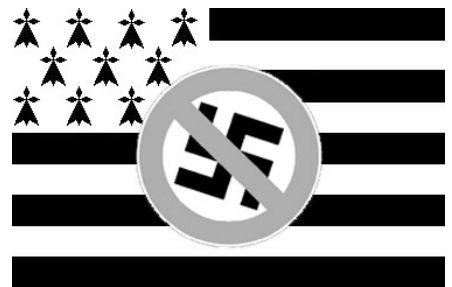
Des amis Surprenants

Adsav, qui donc ne semble pas connaître ses propres adhérents n'est pas plus regardant avec ses amis politiques. Dans une naïveté touchante, Adsav a tissé une véritable histoire d'amour avec quelques mouvements nostalgiques du III reich. En effet, Adsav travaille à l'avènement de sa Bretagne blanche dans une Europe consanguine avec ses confrères flamands du Vlaams Belang ou de Voorpost. Si ce dernier reste encore inconnu en Hexagone et en Bretagne, ce n'est malheureusement pas le cas ni en Flandre ni en Wallonie. Cette organisation, qui se revendique comme étant un « groupe d'action nationaliste », « force le respect » selon l'expression de Frédéric Boudier le président d'Adsav, pour « son engagement contre la francisation de la région bruxelloise » sans évidemment nous faire part des méthodes d'intimidation du groupe et de son chef Luc Vermeulen. Et si ce dernier ne voit aucun problème à se rendre par exemple aux réunions d'une organisation néonazie proche de la défunte VMO (Vlaamse Militanten Orde) à l'occasion de la présentation d'un livre biographique sur Bert Eriksson, alors pourquoi Frédéric Boudier s'en soucierait ?

Voorpost c'est surtout le service d'ordre du Vlaams Belang (et l'ordre, on aime beaucoup entre consan-



guins). C'est sa section jeunesse qui a invité Adsav à la « Dag van de Rechts Europese Jeugd » (Journée du droit européen de la jeunesse) où ils ont rejoint la fine fleur des mouvements progressistes : Jeunesse Identitaires, Bloc Identitaire, N-SA, Alsace D'Abord, Front Natio-



nal, HVIM, Ring Freiheitlicher Jugen... et bien d'autres racailles néonazies. Comme un poisson dans l'eau, Frédéric Boudier a même participé sur place, ainsi qu'une dizaine de militants d'Adsav qui l'accompagnaient, à une commission intitulée « Identité et migrations », où il a pu défendre les positions humanistes de son parti.

Voorpost, qu'Adsav invite à son tour régulièrement en Bretagne, a également soutenu activement Siegfried Verbeke lors de sa condamnation en 2005. Poursuivi pour négation du génocide des juifs commis par le régime nazi, il avait été condamné à un an de prison ferme et à 2500 € d'amende par la cour d'appel d'Anvers. Siegfried Verbeke dirigeait avec son frère le VHO (Vrij historisch onderzoek), organisation servant notamment à blanchir le III Reich de ses crimes contre l'humanité. Voorpost a fait la promotion de leurs ouvrages révisionnistes dans leur journal « Revolte ».

Voorpost, c'est aussi un mouvement de recyclage des anciennes gloires nazies flamandes : « Pour nous, et nous sommes à ce sujet dépourvus de tout complexe, les combattants du Front de l'Est, le dr. Borms, Verschaeve, Staf De Clercq, Jeroom Leuridan appartiennent tous au mouvement flamand, ainsi que beaucoup d'autres qui se sont engagés pour la Flandre. Et ce, quelque soit le côté où ils se trouvaient pendant la guerre. » Et à propos de Staf De Clercq, grande figure raciste et antisémite flamande de la seconde guerre mondiale que Voorpost fête comme un héros, voici ce qu'ils en disent : "Staf De Clercq était, est et demeure l'un des nôtres: un nationaliste flamand qui souhaitait le meilleur pour son peuple et qui a agi en conséquence, en toute loyauté vis-à-vis de ses convictions."

Voilà les amis d'Adsav. Voilà leur vrai visage. La finesse de ce mouvement est de jouer sur l'ambiguïté de ses propos border line afin de pouvoir se retrancher derrière une position victimaire en cas d'attaque. Qu'ils fassent des autocollants « contre toutes les marées noires » ou qu'ils pavanent en costume SS par « soucis de reconstitution historique », sans parler des private jokes ou des références hermétiques pour le commun des mortels, c'est toujours la même straté-



Staf De Clercq au micro : le héros de Voorpost, allié et alter ego d'Adsav.

gie : côté coulisse draguer les militants capables de comprendre les clin d'œil de mauvais goût, et paraître clean côté public. Cessons ce jeu de dupes, dénonçons cette supercherie et arrachons leur ce masque vertueux dont ils aiment à se parer. Adsav est un parti d'extrême droite, xénophobe, et doit être traité comme tel.

Robert Dizober

1 Un peu dur pour un mouvement qui « s'attire les foudres de ceux qui se sont engagés sur la voie de la collaboration – avec les français - NDLA (...) [et qui se situe] au dessus et en dehors du système français » ! Dixit Frédéric Boudier président d'Adsav interviewé par l'agence Bretagne Presse mai 2009.

2 Frederic Boudier, interview ABP mai 2009

3 Blood & Honour est un réseau de promotion de musique néo-nazi fondé en 1987. Ce groupe organise notamment des concerts de rock anticommuniste (RAC). Blood & Honour a tiré son nom de la devise des Jeunesses hitlériennes, *Blut und Ehre*.

4 Bert Eriksson qui a commencé sa carrière dans les jeunesses hitlériennes, a milité toute sa vie dans des mouvement neo-nazis. Il fut un moment le leader de VMO (Vlaamse Militanten Orde), mouvement dont s'est inspiré Voorpost.



BRETONS DOUBOUT KONT PWOFIT'ASYON !

La CBIL à participé aux balades syndicales à répétition et en a profité pour tracter et comparer deux types de luttes syndicales (Guadeloupe / métropole) aux résultats biens différents....

PEGEIT E PADO C'HOAZH ?

1 añ a viz Mae 2009, Setu trede devezh sokial e bro c'hall dindan tri miz. Un devezh bep miz.

Berzh o deus graet sanset. Koulskoude ne weler tra cheñch. Ar c'hontrol memes. Biskoazh n'eo bet ken kreñv ar batroned ha ken goapaus ar gouarnamant.

An enkadenn a vije bet un digarez evit sioulaat anezho, hervez ar "sokialourien" prest bepred da lakaat ac'hanomp da gousket p'eo deuet koulskoude mare an dihun. Ha sioulaet int ? Tamm ebet !

Tud pinvidik a chom pinvidik, met paouroc'h paourañ ez eomp moarvat. Gwasoc'h zo. Klask a ra ar gouarnamant ober tud maez al lezenn eus stourmerien zo peogwir e stourmont just-awalc'h. - Klasket vez rannañ ac'hanomp etre tud vat ha stourmerien vil.

Na vezomp ket dall : ar re vilañ en em gavont kostez ar galloud hag ar penn bazh.

Na vezomp ket dall : war-lec'h 44 devezh stourm kreñv, aet eo ar maout gant tud gwadloup. Ha 'vidomp gant 3 devezh pourmenadenn ?

N'eo ket sot ar gouarnamant, ha biken ne plego dirak un dael vlot. Ne vimp ket trec'h dirak un tu dehoù ken kreñv ha ken mennet...

**Aman ivez, tan dei ! Harz labour hollek !
Stourmomp betek on trec'h !**

une Bretagne alternative

* des lieux

* des pratiques

* des luttes...

Le Huchoër a décidé de se pencher sur quelques alternatives que l'on peut trouver par ici.. Nous nous sommes particulièrement attardés sur des lieux qui permettent de mettre en pratique ce pour quoi nous nous battons et nous nous engageons. Que cela soit sur le terrain de l'apprentissage, avec notamment l'ouverture d'une école Diwan basée sur un système pédagogique différent, sur le terrain des convergences des luttes et de l'autogestion (Penn Kalet dans le Trégor); ou des lieux de partage et de discussions (la Cantine, à Rennes).

Rien d'exhaustif dans ce petit panorama alternatif, car les exemples bretons ne manquent pas, mais une envie de partager avec vous des tranches de vie et de luttes, véritables laboratoires vivants de nos aspirations libertaires.

une bretagne alternative

L'école Diwan de Plounevez Moedeg

Ouverte depuis 2006 l'école Diwan de Plounevez Moedeg se veut une école pas comme les autres au sein du réseau Diwan.

Dès le début du projet le désir était de faire une école parentale où enfants, parents et enseignants ont leur place. Les premières années d'existence ayant été un peu chaotiques (difficulté à trouver des locaux, changement de commune...), cette idée n'a été concrétisée qu'à sa 3ème année d'existence. Afin de concrétiser ce projet une charte a été mise au point, rédigée en collaboration avec tous les parents, les enseignantes et employées.

Pourquoi avoir choisi d'introduire une pédagogie « alternative » dans Diwan ? Le projet éducatif de Diwan est intéressant par sa pédagogie en immersion et la langue bretonne était pour plusieurs un point important mais Diwan doit parfois trop prouver que l'immersion fonctionne et suscite du coup de la pression sur les enfants. Ce que voulait éviter certains parents c'était la course au résultat. Les petits effectifs qu'essaye de maintenir Diwan était également un argument de poids. Mais le projet dès sa création était clairement de faire une école parentale, où chacun aurait un rôle à jouer.

Comment le projet éducatif se met-il en place ?

Une charte a été rédigée afin de définir le projet éducatif et afin de garantir sa mise en application.

La rédaction de cette charte a été l'occasion de se réunir, de débattre et de clarifier les idées de chacun. Cette charte a été élaborée afin de refléter au maximum les idées de tous. On ne trouve pas dedans d'école « idéale » mais bien le projet commun aux enseignantes et aux parents.

Diwan Breizh a participé à une des réunions d'élaboration de la charte et nous apporté de l'aide dans l'élaboration de celle-ci. Leur principale préoccupation était que cela ne soit pas fait contre ou même sans les enseignantes. C'est en effet un équilibre à trouver pour ne pas être trop intrusif dans leur travail et en même temps être acteur de la pédagogie qui est dispensée à son enfant.

Maintenant qu'elle est rédigée c'est aux parents de la faire vivre afin qu'elle soit prise en

compte dans le quotidien de l'école mais aussi lors du recrutement des enseignants, partie qui relève de Diwan Breizh.

En quoi consiste le projet pédagogique ? Le point central pourrait être le respect entre enfants, entre adultes et enfants – adultes. Si il fallait formuler les pratiques pédagogiques de l'école cela serait l'immersion, évidemment, la pédagogie de projet, la méthode active, la mutualisation. Les classements sont bannis. Le rythme biologique de l'enfant est respecté.

L'investissement des parents est-il différent par rapport aux autres écoles ?

C'est aussi l'investissement des enfants qui est différent puisqu'ils sont au centre du projet. Ils sont acteurs de leur école.

Dans la pratique les parents participent à la cantine, élaboration des menus et courses, puisque la cantine est entièrement bio et est cuisinée sur place par l'aide maternelle. Le mobilier de l'école est aussi fabriqué ou trouvé par les parents. Et puisque nous sommes en train d'acquiescer un terrain les parents participent aussi aux travaux de l'école. Un bâtiment a déjà été pré fabriqué.

Pourquoi avoir voulu être propriétaire ? C'est une garantie d'autonomie par rapport aux communes car souvent les bâtiments scolaires sont communaux. A terme c'est aussi un intérêt financier puisqu'une fois le prêt remboursé l'école n'aura plus de frais de bâtiment.

Et cela ajoute aussi à l'investissement des parents et à la cohésion de l'association. L'élaboration des plans, la construction, le partage des savoirs, les repas de chantiers etc. ... sont autant de choses qui permettent de se rencontrer et de se connaître.

Les valeurs fondamentales

Art1 : Le breton est une langue vivante. L'apprendre, le transmettre, l'écrire et le parler contribue à lui consolider ce statut dans la société.

Art2 : Les valeurs fondamentales pour que la vie ensemble durant les périodes scolaires se passent dans la bonne harmonie sont contenues dans les mots : échange, solidarité, entraide, respect, confiance.

Art3 : La diversité d'âge, d'origine, de sexe, de religion, de langue, de culture, d'idées, de niveau social est un facteur d'enrichissement, de solidarité et de valorisation de chacun.

Pédagogie de projet

Art 16 : La pédagogie de projet ou pédagogie globale permet à l'enfant d'appréhender le monde qui l'entoure et de comprendre que ce qu'il apprend est une partie, un élément d'un tout.

Cette pédagogie ancre l'enseignement dans la vie et le concret permettant à l'enfant de donner du sens à ce qu'il apprend. Elle est aussi une base pour concevoir des notions plus abstraites.

Méthode active

Art 18 : La méthode active est le résultat de l'activité des 5 sens de l'enfant. Les projets, les situations mis en place tendent vers cet idéal.

Responsabilisation et autonomisation

Art 20 : Les élèves participent aux tâches quotidiennes. Différentes responsabilités leurs sont aussi attribuées.

Mutualisation

Art 25 : Utiliser les centres d'intérêt, les expériences vécues ou les connaissances spécifiques de l'enfant et l'encourager à les partager lui permet de se sentir entendu et concerné ce qui l'invite à s'investir et à prendre du plaisir.

L'évaluation

Art 28 : Dans un souci d'égalité entre les élèves et de manière à ne pas générer de frustrations, de sentiments d'échec ou de stigmatisation, nous portons une attention particulière à ce qu'aucun système de notation ou de classement soit appliqué dans la classe (notes, lièvre-tortue...).

D'autre part, l'évaluation est souhaitable à condition qu'elle soit fondée sur des critères d'objectifs précis (acquisition, non-acquisition, en cours d'acquisition).

La grille d'évaluation est un outil nécessaire aux enseignants -elle leur permet d'avoir un regard concret sur l'évolution de leurs élèves- et utile aux parents -elle leur permet d'avoir un regard d'ensemble sur l'évolution scolaire de leurs enfants. C'est aussi un moyen simple de visualiser le programme scolaire sur l'année.

Art 29 : Pour les parents souhaitant avoir une vision plus globale de la vie sociale et affective de leurs enfants, un échange avec les enseignantes est possible.



une bretagne alternative

Pen Kalet - Gurunhuel

Pen Kalet est un lieu qui a été créé l'été 1999 suite à la rencontre de diverses personnes venant du milieu autonome comme du milieu indépendantiste, tous unis par l'envie de créer un lieu d'activités et de vie, mais restant non-habité, permettant ainsi à toute personne intéressée de s'y impliquer. Basé sur l'autogestion, le respect et la solidarité Pen Kalet est un lieu où se mêleraient les luttes anti-fascistes, féministes, le respect des cultures et des peuples.

Il est, dès le départ, décidé que par respect des idées de chacun et pour garantir une totale liberté des activités, aucune subvention de serait demandé. Il n'est pas instauré non plus de cotisations fixe et obligatoire, on fait partie de Pen Kalet en s'y investissant, selon ses possibilités il pouvait y avoir cotisations financière ou matérielle, afin de financer les travaux et rembourser le prêt. Des fêtes y sont également organisées.

Aux niveau énergie il est décidé, pour rester dans l'optique alternative, de ne pas se brancher ni à EDF, ni au réseau d'eau, pour à terme être autonome.

Juillet 99 le corps de ferme est acheté 65 000 F grâce à un prêt d'une militante impliquée dans le projet. Il s'agit d'un bâtiment principal en assez bon état, de dépendance en ruine et d'un hectare de terrain autant dire qu'il y a de quoi créer des projets. La couverture de la maison est tout de même à refaire, ainsi que tout l'intérieur.

Hiver 99 les premiers nettoyages sont démarrés et des fiestas organisées.

Été 2000 pendant les premiers chantiers d'été 50 personnes participeront aux travaux. Ils sont tous bien motivés par les bonnes rencontres, le partage des savoirs, des idées. Ces chantiers deviendront un rituel pendant toute l'existence de Pen Kalet et seront certainement la plus grande réussite du projet. Une autogestion se met bien assez bien en place et les expériences sont globalement intéressantes.

Fin de l'été 2000 le toit est refait, les joints intérieurs de la maison finis. Des réunions sont mises en place tous les mois lors desquelles on prévoit les chantiers, les fêtes pour récupérer des thunes et faire connaître Pen Kalet. Avec une moyenne de quatre

fêtes par an, organisées pour la plupart à l'extérieur du site, car jusqu'en 2003 il reste peut utilisable, les fêtes seront variées: festoû noz, concerts, vide greniers, soirées disco, théâtre...

Des tables de presses sont aussi organisées régulièrement dans les concert du coin et parfois plus loin, afin de faire connaître le lieu et diffuser les idées.

A partir de 2004 les travaux seront assez avancés pour pouvoir l'utiliser plus régulièrement, et en dehors des périodes de chantier il est décidé d'organiser des soirées pizza ouvertes à tous une fois par mois. Ces soirées seront en soutien soit à d'autres lieux soit à diverses causes (prisonniers politiques...).

De ces soirées qui dureront pendant presque 3 ans nous pouvons en tirer un bilan mitigé. Il y en aura certaines supers mais bien qu'il y ait quelques personnes extérieures au cercle régulier à passer, l'ouverture sur l'extérieur est assez restreinte. D'autres soirées pizza ont été organisées, mais lors de concerts ou d'autres festivités sur le lieu.



En 2005 un nouveau bâtiment est rénové pour faire une véritable salle d'activités. Assez rapidement elle est utilisable, bien qu'un peu sommaire, et accueille un des premiers concerts, sous bâches, du lieu.

Les concerts se succéderont au rythme de 5 par an et rassembleront de 100 à 500 personnes. Pour moitié ils sont organisés directement par Pen Kalet, et pour l'autre moitié par d'autre groupes connaissant bien les lieux et proche de l'asso.

Un des problèmes que pose les concerts c'est de faire en sorte que les gens qui y participent sachent que le lieu n'est pas seulement une salle de concert mais un site pour diffuser des idées et lutter contre cette société capitaliste. Le message passe au moins pour une centaine de « réguliers », d'autres ne viennent qu'en consommateurs.

En 2006 le lieu devenant plus praticable il est décidé d'essayer d'établir une plate forme avec une notice de fonctionnement. Ceci dans l'optique d'ouvrir le site à d'autres assos pouvant se retrouver dans les principes du lieu. Pen Kalet n'étant pas là pour organiser des festivités mais pour diffuser des idées et aider d'autre groupes à diffuser les leurs en leur prêtant un lieu. Mais il se révélera difficile de mettre en place des points clairs pour le prêt du terrain.

Le problème du prix libre reviendra régulièrement alors que le point était acquis : lorsque Pen Kalet organisait des activités, l'entrée était prix libre (pour le bar l'expérience se montra désastreuse, et ne se fit qu'une fois). C'était un point qu'une partie des personnes ne voulaient pas sacrifier en prêtant le lieu. Pour d'autres cela semblait un frein au prêt à d'autres associations, le prix libre ne fonctionnant que dans une moindre mesure, et ne paraissant pas si essentiel.

Le prix fut donc alors seulement proposé et conseillé.

L'AG 2007 fut un moment important pour l'avenir de Pen Kalet car le lieu était devenu assez facilement utilisable, et le prêt était remboursé.

La plateforme et les buts même du lieu n'étaient malheureusement toujours pas définis. En effet cela faisait 7 ans que le site existait dans une dynamique de travaux et tournait sur une vingtaine de personnes.

Une des questions était de savoir si Pen Kalet était alternatif en lui même, en servant d'endroit de passage pour les personnes venant des lieux alternatifs (squats et autres) et pouvait organiser de temps en temps des activités. Ou était-il là pour devenir un outil pour toutes les luttes (anticapitalistes, antifascistes, anti-impérialistes etc...).

Après de nombreux débats, deux propositions furent faites pour l'avenir de Pen Kalet.

Il semblait difficile de se mettre d'accord. Le nombre de personnes impliquées tournait autour 10, présentes régulièrement aux réunions, bien que le réseau autour et le nombre de personnes qui trouvait un intérêt dans le Pen Kalet était beaucoup plus conséquent. Six mois plus tard l'asso fut dissoute. Quatre personnes gardèrent le lieu et l'asso PK² fut créée. Mais pour le moment une pièce de théâtre et un concert ont été organisés mais l'asso a encore du mal à prendre son essor.

Affaire à suivre !

une bretagne alternative

La Cantine Roazhon / Rennes

Qu'est-ce que la Cantine ? Un lieu pour ceux qui luttent, pour se rencontrer, pour débattre autour d'idées et de pratiques politiques. Un lieu pour les habitants du quartier, pour partager des discussions et des repas

Ça y'est, on y est ! Ça fait maintenant plusieurs mois que chemine l'idée de lancer une « cantine populaire » à Rennes... et aujourd'hui, on vous invite à son ouverture. Porté par des habitants de Rennes et de ses environs, ce projet est le fruit d'un double constat : d'un côté, le lien collectif s'enfoncé chaque jour un peu plus dans les abîmes du capitalisme, tandis que les luttes et résistances qui lui font face n'arrivent pas à se sortir du corporatisme. Pourtant elles font le constat que c'est une logique générale qui les a fait naître... il faut donc se donner les moyens d'une résistance globale. Nos chers patrons et leur valets politiques ont fait d'une pierre deux coups : on sépare, distingue et classe les individus afin de les rendre pleinement disponibles pour la production et la consommation, ce qui a pour effet direct de segmenter les différents foyers de lutte. Diviser pour mieux régner, qu'ils disaient jadis... Mais alors, pourquoi une cantine populaire ? Pour faire face à l'isolement dans lequel échouent la plupart des différentes luttes locales, la cantine se veut être un outil de liaison qui permet, autour d'un repas, d'une discussion ou encore d'une projection, le partage d'expériences passées et l'élaboration de projets futurs. Alors que les pratiques collectives non-marchandes se font rares, la cantine se veut un lieu d'expérimentations communistes où l'on peut manger, échanger, se transmettre des connaissances et des pratiques. Nous aussi nous voulons faire d'une pierre deux coups : construire du commun pour développer cette force et ces envies qui nous font tant défaut. En somme, ce projet vise à combiner expérimentations alternatives et conflits politiques et sociaux. Lieu d'élaboration d'alternatives hors des circuits mar-

chands traditionnels (lien avec des paysans locaux, récup' des marchés, potagers collectifs, etc.), qui permettent de poser une question aussi pratique en temps de « crise » qu'en temps de lutte : celle de la subsistance. Espace d'où se partagent, se discutent, se pensent et s'organisent les luttes en cours et à venir. Espace ouvert donc. Utopiste, retraité, étudiant, salarié, syndicaliste, paysan, ex-salarié, rmiste ou banquier en voie de désertion. Nombreux sont ceux qui pensent qu'« il faut faire quelque chose » face à ce monde qu'on nous impose ; nombreux sont ceux qui pourraient utiliser et s'approprier cette cantine. Cet espace ne peut être délié des mouvements de révolte, ni du territoire dans lequel il s'inscrit. C'est donc aussi un lieu qui se veut tourner vers les habitants du quartier souhaitant y prendre part. La cantine sera ouverte tous les vendredis pour un repas suivi d'une discussion, d'un film, etc. Avec cette cantine, nous avons la prétention de mettre en pratique les idées et envies qui nous portent, de les partager. Nous sommes résolument déterminés à reprendre en main le cours de nos existences. Puisse la cantine devenir un outil de ce processus d'auto-organisation !



Alternatives en Agriculture : les AMAP

On entend beaucoup parler des AMAP (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), et même si en Bretagne elles ne sont pas nombreuses, il semble intéressant de se pencher sur leur fonctionnement, conjonction de circuits courts, d'agriculture sans pesticides et d'économie solidaire, et de voir comment elles peuvent constituer un pre-

mier pas vers une rupture avec l'économie de marché, avec ses dynamiques et ses limites.

On en dénombre une vingtaine en Bretagne, avec des densités plus grandes en Ille et Vilaine, Loire-Atlantique par exemple et des zones quasi exemptes comme les Côtes d'Armor avec une seule AMAP en fonctionnement à ce jour. Au vu des divergences quant à l'utilisation de l'appellation et de ses principes, on pourrait même considérer qu'il y en a moins, certaines AMAPs n'en étant pas vraiment, mais ça c'est un autre débat.

Toujours est-il qu'on est loin des centaines d'AMAPs qui existent dans le reste de l'Hexagone.

La Bretagne, terre agricole on connaît : première région agricole hexagonale, avec plus de 50 % de la production porcine, première région laitière, première région avicole... Bref un palmarès lourd de conséquences environnementales, mais aussi de crises sociales et économiques à répétitions dans ce secteur. Ce modèle breton, structuré à partir des années 60 avec la mise en place de grandes coopératives, explique en partie comment les circuits courts, sans intermédiaires, ne

une bretagne alternative

se développent pas forcément aussi vite qu'ailleurs. La majorité des agriculteurs sont intégrés à des grandes structures, en amont (fournisseurs d'aliments, engrais...) comme en aval (groupement de producteurs, transformateurs...), conformant la pratique agricole à une pratique spécialisée. On a dépossédé les agriculteurs d'un certain nombre de savoir-faire, pour en faire des techniciens hyper-spécialisés. Sortir de ces modèles, conçus dès la formation agricole jusque dans toute une filière n'est pas chose évidente. Cependant, proportionnellement à l'activité agricole régionale, l'agriculture biologique reste relativement importante par rapport à la moyenne nationale française. Dans son sillon et à l'initiative de certains militants associatifs issus de la vague alter mondialiste, les AMAPs voient le jour en Bretagne.

Alors au juste c'est quoi une AMAP ? Même si, au vu de leur



développement, la définition reste sujette à discussion et divergences, c'est en premier lieu un groupe de consommateurs qui soutient un producteur. En lui achetant tout ou partie de sa production, les consommateurs peuvent permettre à un producteur, qui respecte une agriculture sans pesticides, certifiée bio ou non, de subvenir à ses besoins. Ils sont solidaires du producteur en payant à l'avance la production, qu'elle soit bonne ou mauvaise; qui plus est le consommateur reçoit tous les produits (le plus souvent des légumes) sans en faire le choix à la carte. C'est déjà une première différence avec une consommation organisée sur le modèle de la grande distribution, orientée par la publicité, créant le besoin, avec son gaspillage conséquent et réduisant le producteur à un fournisseur de matières premières bon marché.

Par ce choix de fonctionner en AMAP, le consommateur soutient un certain type d'agriculture et permet son développement, c'est un aspect positif. Par contre d'un point de vue de l'accès social à ce type de fonctionnement, il est clair qu'il est limité, car les catégories socioprofessionnelles moyennes ou plus aisées sont surreprésentées dans les AMAP. Certaines AMAP ont répondu à cette limite en faisant payer le coût du panier propor-

tionnellement aux revenus de ses adhérents, ce qui est un principe intéressant, mais très peu mis en oeuvre.

Sous le coup de son succès, l'AMAP pourrait aussi être sujette à dérives, comme une labellisation commerciale, la volonté de certains d'accaparer la paternité de son fonctionnement, d'avoir un contrôle hégémonique ou de ne renforcer que des grosses structures. Un débat qui, à l'instar de celui sur le commerce équitable par exemple, montre comment l'économie de marché court toujours après ce qui fonctionne et nécessite la mise en place de garde-fous. Certains veulent aller plus loin : c'est le cas des fondateurs de l'Acape à Saint-Nazaire (Alliance de Consomm'acteurs-rices, de paysan-ne-s et d'associations écologistes) qui estiment que les paysans restent sous tutelle des consommateurs avec le fonctionnement par saisons (le consommateur s'engage auprès du producteur par saisons, de 6 mois par exemple) comparés à un CDD pour les paysans. Les AMAPs ne seraient qu'un transfert d'un système de vente « publique » vers des « marchés privés », marquant l'opportunisme de certains producteurs qui y voient un débouché de plus et un fonctionnement qui ne va pas assez vers les personnes à faibles revenus. Si cette analyse soulève des points essentiels et importants, elle est peut-être trop catégorique par rapport à la multiplicité des AMAPs et de leurs fonctionnements, et occulte la volonté des AMAPs de pérenniser le lien producteur-consommateur.

Il faut bien rappeler que les AMAPs, à mon sens, ne sont pas une fin en soit, mais un outil pour évoluer vers une répartition des richesses équitable, un modèle à améliorer et sûrement à dépasser. Il est clair qu'une simple « consommation citoyenne », affublée de ses étiquettes « consomm'acteurs » ou de tout autre bonne conscience consommatrice, n'a pas de sens si on n'envisage pas une transformation plus globale de la société. Si ce type de modèle ne pèse pas socialement, n'influe pas sur la politique agricole et reste cantonnée à la consommation, il restera limité. Car nous laissons de côté l'accès de tout un chacun à une agriculture de qualité d'une part et de la même manière laissons de côté l'organisation sociale des fermes d'autre part.

Sans se faire trop d'illusions sur une volonté générale des AMAPs d'initier un mouvement social, ce qui serait souhaitable, il me semble donc que plusieurs perspectives sont essentielles : une répartition équitable des richesses et l'autogestion des outils de production. Répartition des richesses c'est envisager de mettre les besoins alimentaires au même niveau que les autres acquis sociaux (santé, logement, transport...), considérant que la société doit assurer une partie de leur gratuité; pour le second c'est créer la possibilité pour les fermes qui se développent, de se transformer en coopératives paysannes où chaque travailleur devient membre coopérateur, recevant un revenu équitable, participant aux décisions de la ferme en autogestion.

Nico, maraîcher de l'AMAP de Dinan.

une bretagne alternative

Ingalañ

Ingalañ est un verbe breton signifiant " distribuer, partager, égaliser ". Ce nom précise donc l'ancrage de l'association en Bretagne ; son engagement dans l'économie sociale et solidaire.

L'association est née le 17 Janvier 2004. Elle a été créée dans le but de doter la Bretagne d'une structure militante capable d'agir sur les cinq départements bretons.

Les objectifs et les valeurs d'Ingalañ sont inscrits dans une charte. Si leurs actions se situent principalement dans le domaine du commerce équitable international et local, ils ne s'y limitent pas et, si ils considèrent cette démarche comme un moyen concret d'agir, elle ne doit se faire sans un lien évident avec d'autres formes d'actions, de solidarités et de résistances au système dominant.

L'association est dirigée par un collège solidaire regroupant 10 co-président(e)s. Son fonctionnement s'appuie d'une part sur des groupes de travail ouverts à tou(te) s ses membres, d'autre part sur les groupes locaux qui répercutent les actions Ingalañ sur le terrain, enfin sur une équipe de salarié(e)s.

Ingalañ regroupe des individus, des associations et des entreprises, est membre fondatrice de BREIZH HA REIZH, Fédération Bretonne des Acteurs du Commerce Équitable, et adhère au réseau du CADTM, le Comité pour l'annulation de la Dette du Tiers Monde.

Depuis 2006, Ingalañ s'organise en groupes locaux. Liés et indissociables de la structure mère, ils sont constitués d'individus, les associations et entreprises adhérant au national. Un groupe local peut se constituer en association statutairement déposée. Dans ce cas Ingalañ en est membre fondatrice.



Créé en association propre en Octobre 2007, vous pouvez retrouver l'ensemble des actions du groupe local de Nantes et les différents échanges et discussions sur leur blog : Blog Ingalañ Naoned.

Une autre vision du commerce équitable

" Ce n'est pas de pitié, ni d'assistanat dont les pays du sud ont besoin, mais d'une remise en cause d'un système économique mondial basé sur la domination et l'exploitation et surtout de notre façon à chacun(e) de consommer "

Le commerce équitable s'inscrit dans la dynamique de la solidarité internationale et locale, se situant dans le cadre d'un développement durable et solidaire. Ce mode de fonctionnement basé sur des échanges justes et équitables, permet la pérennisation des économies les plus fragiles tant au nord qu'au sud.

En court-circuitant la spéculation sur les marchandises et les matières premières, en garantissant une rémunération plus juste, le commerce équitable permet à des petits producteurs ou artisans de pays dits pauvres de vivre décemment de leur travail et de construire leur avenir sans assistanat, dans la démocratie et le respect de l'environnement.

Si le commerce équitable est un outil pour construire un monde plus juste et solidaire entre le Nord et le Sud, il serait stérile d'agir dans ce sens sans un regard sur la situation des producteurs et autres personnes plus proches de nous géographiquement. En effet, le commerce équitable s'inscrit dans démarche plus générale qu'est l'économie solidaire.

Ici en Bretagne, que ce soit au niveau local ou au niveau international, nous devons renforcer cette dynamique.

Critiques du commerce équitable

S'engager ici dans une démarche de commerce équitable international implique avant tout réalisme et sincérité. En effet, agiter le commerce équitable comme la solution salvatrice des « pauvres petits producteurs du Sud » serait plus que simpliste et consisterait à vendre de l'illusion et de la bonne conscience. Si des améliorations des conditions de vie pour des producteurs du Sud intégrés dans des circuits du commerce équitable sont réelles, nous sommes encore souvent loin de l'équité. D'une manière générale, les richesses produites dans les filières de ce commerce alternatif se retrouvent dans une forte proportion une fois de plus dans le Nord. Par exemple, pour une tasse de café équitable payée dans un bistro environ 1,20 € seulement 0,01 € revient au producteur.

Si l'objectif de la démarche est au premier abord d'améliorer les conditions de vie du Sud, maintenir la création de richesse aux pays producteurs devrait être une des priorités. Ce n'est malheureusement pas le cas dans de nombreuses filières de commerce équitable où les matières premières, il est vrai mieux payées, se trouvent transformées en Occident. Pourtant, en gardant au moins une à deux étapes de transformation (torréfaction, filature, ...) et par là de la valeur ajoutée en amont le terme équitable commencerait à trouver son sens. Aujourd'hui, les démarches dans cette direction sont nettement minoritaires. A l'inverse, des sociétés, dont les principales multinationales maîtresses du marché alimentaire mondial, aux pratiques radicalement opposées aux valeurs du commerce équitable se bousculent au portillon d'une nouvelle niche qui s'avère être un argument marketing des plus efficaces.

Vous ne changez pas le Monde en poussant votre caddie.

Fin des années 90, alors que le commerce équitable dans l'hexagone accusait un retard évident, la tentation était grande d'amener les produits issus du commerce équitable là où vont les fameux consommateurs. Sa distribution est aujourd'hui détenue à 70 % par via les temples de la consommation. On vous y invite remplir votre caddie comme d'habitude, influencé par les promotions, les têtes de gondoles et autres promotions alléchantes. On vous propose de gagner des points par-ci, par-là. Après avoir fait le plein de produits de multinationales autant inéquitables pour les producteurs que néfastes pour l'environnement voir pour votre santé, les grands distributeurs vous proposent un bon geste et la possibilité de vous offrir une bonne conscience en déposant sur le dessus de vos courses une petite pincée d'équité. La taxe est payée, consommez tranquille.

Vous ne seriez pourtant pas en ce moment en train de lire ce texte sur le commerce équitable s'il n'existait un commerce inéquitable dominant, organisé mondialement selon des principes de domination et d'exploitation. Le commerce équitable est avant tout une réaction à un ordre mondial triomphant, du moins en apparence, en organisation dans laquelle la grande distribution joue un rôle essentiel. L'engagement d'Ingalañ et de ses membres ne se fait donc pas dans l'objectif de rassurer les consommateurs, encore moins dans l'espoir de rendre le capitalisme gentil.

Kreiz Breizh / Centre Bretagne
Péron / beap@no-log.org

Roazhon / Rennes
bruno_sablier@yahoo.fr
stefregnier@b@no-log.org

Bro An Oriant / Pays de Lorient
florent.henrio@laposte.net
06 75 75 74 54

Bro Naoned / Nantes
Globe Créateur - 1, Place de la Monnaie - 44000 NANTES
ingalan44@no-log.org

Bro An Alré / Pays d'Auray
eskemm@gmail.com
02 97 56 67 59
06 26 11 56 02





[L'année scolaire 2008/2009 a été fortement marquée par de nombreuses luttes au niveau des facultés. Petit retour sur un mouvement qui n'a pas encore trouvé de conclusion favorable]

LUTTES À LA FAC DE LORIENT

Le mouvement social qui a touché les universités depuis le début d'année 2009 s'est traduit à l'UBS par une implication forte de certains professeurs (de LSHS [1] essentiellement), ce qui n'était pas le cas lors des luttes précédentes (LRU en 2007 ou CPE en 2006). Ils sont toujours présents lors des AG qui sont unitaires avec ainsi la présence également de personnel de la fac et des Scientifiques.

La grève est votée de manière ininterrompue à partir du lundi 2 février. Le blocage total des deux principaux bâtiments de l'UBS [2] de Lorient, à savoir le « Paquebot » et Kerjulaude, est quant à lui voté le lundi 2 mars et ce jusqu'au lundi 11 mai, date à partir de laquelle le blocage partiel est entrée en vigueur. Il faut rappeler que c'est une première à la fac de Lorient, puisque durant le CPE et la LRU, la fac n'avait été que ponctuellement bloquée quelques jours au total. Il faut souligner également que le seul syndicat étudiant présent désormais sur la fac est SUD, puisque



l'UNEF semble avoir disparu (sauf lors des élections étudiantes bien sûr tout comme les autres syndicats tels Cé ou UNI). Néanmoins, si l'absence de l'UNEF empêche de ralentir le développement d'actions « coups de poing », c'est plutôt la présence (plus que le discours) des profs qui empêchent du coup des actions

de ce type. Ainsi, aucun blocage de gare, de ronds-points stratégiques (seulement des filtrages) ou de la pénétrante [3] juste à côté de la fac ne sont à signaler, alors que c'était par exemple très souvent le cas pendant le CPE.

Les actions effectuées apparaissent donc plutôt comme molles et rassemblent à chaque fois une grosse cinquantaine de personnes : die-in, cours dehors en ville, baignade en mer et autres promenades. Ce qui agace certains étudiants, qui décident parfois même de ne pas venir à ce type d'actions ou de s'en aller (comme par exemple lors d'une action à la gare qui devait être un blocage et qui s'est transformée en die-in). Par contre, grâce à l'implication des profs, une « autre » université s'est développée avec des cours alternatifs et autres « marathons du savoir » (cours d'une heure qui s'enchaînent durant 24H ou presque). Bon point aussi au niveau de l'agit-prop, avec de grandes banderoles qui ornent les bâtiments occupés. De nombreux tractages aussi sont effectués, aux abords des écoles, lycées... Néanmoins, peu de manifs. La plupart étant liées aux fameuses « journées d'actions » interprofessionnelles (29 janvier, 19 mars, 1er mai, 26 mai et sûrement 13 juin à venir) avec des cortèges ne dépassant pas plusieurs centaines de personnes. Il semble donc que l'impact « populaire » soit moindre, d'autant plus que le sujet ne concerne que directement la fac, et « moins » les autres branches de l'enseignement supérieur (IUT, IUP, Beaux-Arts) ou les lycées.

Le blocage total (ou partiel) quant à lui ne se visualise pas physiquement par des piles de chaises et tables ou d'innombrables piquets de grève mais s'effectue davantage par un blocage « oral » ou « intellectuel », chacun respectant les décisions prises par l'AG (même les « anti-bloqueurs »). Il s'agit donc moins d'un blocage que d'une réappropriation (ou occupation) des locaux... . Aucun incident à signaler (hormis une histoire de tag sur les

bâtiments de la présidence), surtout que les scientifiques (globalement davantage opposés au blocage que les LSHS, bien que certains soient quand même présents dans la lutte) court-circuitent le blocage en ayant cours dans d'autres bâtiments de l'UBS (Saint Maudé notamment). Malgré cela, la présidence de l'université a cru bon depuis peu de sous-traiter quelques vigiles à l'entrée du bâtiment emblématique de la fac (le « Paquebot »),

mais leur présence ne sert strictement à rien puisqu'il n'y a pas d'incidents physiques, et leur mission originelle de « contrôler les cartes étudiantes » n'est absolument pas appliquée (grâce notamment à une motion de l'AG qui défend la non présentation de sa carte étudiant). Le blocage partiel consiste à occuper la fac seulement durant l'AG et un jour de la semaine, où se déroule une ou plusieurs actions.

Concernant les AG, elles se déroulent une fois par semaine (et non deux comme pendant le CPE), donc plus efficaces et plus pratiques puisqu'elle attirent plus de monde. Elles ont lieu en amphitheâtre le lundi à partir de 12H30 et rassemblement au maximum environ 450 personnes, sur 1666 inscrits en LSHS (chiffre comprenant les doctorants et les traditionnels abandons en L1...), ce qui est donc plutôt important. Le vote à bulletin secret au sujet du blocus et même parfois au sujet de la grève a été mis en place depuis le lundi 20 avril et continue à être utilisé, malgré une perte de temps bien plus importante. Petite anecdote : lors de l'AG du 11 mai un responsable UMP (assez jeune) viendra, promettant monts et merveilles (et notamment qu'il reviendrait à l'AG suivante... chose qu'il n'a jamais faite). Il sera finalement tout de même bien rembarqué, surtout par les profs ! Déjà au début du mouvement, des représentants de partis politiques avaient été invités (y compris FN qui ne sera pas venu...) autour d'un débat sur ce qu'ils proposent pour les universités (présence des Verts, Modem, UDB, PS, PCF, NPA). Enfin, la présence des médias n'est pas rejetée lors des AG puisqu'on y trouve souvent des journalistes du Télégramme et d'Ouest France, parfois une caméra de France 3. À noter également la désinformation de France 2 qui ne met (quasiment) jamais Lorient sur ses cartes de facs « perturbées » lors de ses JT.

Dernier mot concernant les relations avec la Police, rien à dire, jamais d'uniformes aperçus, traînent seulement par ci par là deux « RG » comme on disait avant.

Au final, toujours aussi peu d'avancées à ce jour car la recette idéale pour obtenir ce que l'on revendique reste pour nous une occupation des bâtiments avec blocage et des actions fortes et concrètes en dehors. Néanmoins la lutte n'étant toujours pas terminée à Lorient (quoiqu'en disent les médias, bien qu'elle le soit effectivement dans d'autres facs), l'affaire reste à suivre... Pour en savoir plus ou continuer à s'informer, allez faire un tour sur le blog d'information :

<http://sauvonslubs.blogspot.com>

Comité lorientais Kailh Du

- 1 Lettres, Sciences Humaines et Sociales.
- 2 Université Bretagne Sud, partagée en 3 villes : Lorient, Vannes, Pontivy.
- 3 Pas de « périph' » à Lorient mais une quatre Voies stratégique qui s'enfonçe à travers la ville jusqu'au port, qu'on appelle « pénétrante ».
- 4 http://www.univ-ubs.fr/1229013253219/0/fiche___article/&RH=SIT_PRESCHIFFR





LUTTES À LA FAC DE NANTES

Depuis la fin du mois de janvier, l'université de Nantes s'est remise en marche (après l'échec du mouvement précédent en novembre 2007) contre la Loi relative aux libertés et Responsabilités des Universités (LRU) et deux de ses décrets d'application. Un grand nombre de facs, galvanisées par le succès - non transformé - de la journée syndicale d'action du 29 janvier sont également entrées dans le mouvement à des degrés divers. Alors, s'agit-il d'une énième lutte contre l'application du processus de Bologne ou voit-on de nouvelles idées et démarches émerger ?

À Nantes, comme à un certain nombre d'endroits, l'UNEF a - dès l'automne dernier - organisé des Assemblées Générales sur le thème des effets de la crise. À Nantes, cette campagne annuelle de promotion du syndicat réformiste étudiant a dès lors été l'occasion de réflexions générales et intercorporatistes. Cependant, en l'absence d'ennemi précis à combattre (quel mouvement social ne s'est pas construit en opposition à une menace ?), les choses sont retombées au bout de quelques rencontres.

Parallèlement à cela, des décrets d'application de la loi LRU, publiée en août 2007, étaient tombés. Notamment le décret de réforme du statut des enseignants-chercheurs et celui de la masterisation des concours de l'enseignement. Ainsi, dans de nombreuses villes, une lutte s'est patiemment installée, entre autres par le blocage des conseils d'administration des universités, ceux-là mêmes qui sont chargés de voter les maquettes des nouveaux masters d'enseignement et leur remontée au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Quelques villes ont ainsi pu éviter depuis octobre dernier la remontée des dites maquettes.

Le 29 janvier, 50 000 personnes ont manifesté dans les rues de Nantes sur des bases très diverses, tandis que la veille, des AG étudiantes avaient rassemblé 600 personnes en face de lettres, puis 1200 en droit quelques heures plus tard, le temps de quelques débrayages. Lors de la manif, le cortège universitaire était en tête de manif, avec drapeaux rouges et noirs et slogans intercorporatistes, suivis de près par les lycéens. La suite de cette promenade ponctuée par de nombreux tags a été l'occasion d'envahir la FNAC, le cinéma Gaumont, le Mac Donald's pour finir par une action de soutien à des camarades subissant la répression de la compagnie de tram, la TAN. Enfin, un peu plus tard, trois jeunes se sont faits tabasser et interpeler par les flics (un d'entre eux a été transféré aux urgences). Quelques 300 personnes ont encerclé le commissariat du centre ville et ont finalement obtenu la libération des deux autres. Parallèlement, Solidaires organisait une AG interpro en face de médecine. Une journée bien remplie...

Le 2 février marque le début de la grève des enseignants-chercheurs. Ce même jour, l'AG étudiante vote l'installation de barrages filtrants (c'est à dire pas grand chose) mais finit par voter le blocus de la fac deux jours plus tard. Petit à petit ce sont les facs de Sciences, STAPS puis Économie qui rejoignent le blocus et l'AG inter-UFR. À Nantes, seuls les campus de Pharmacie et Médecine ne démarrent pas de vrai mouvement.

Chose nouvelle, par rapport à la mobilisation anti-LRU de novembre 2007, les enseignants se sont mis en grève avant les étudiants. Ou disons plutôt qu'ils se sont réveillés avec un an et demi de retard, et ce uniquement au moment où les effets prévisibles de la réforme les touchent enfin. Une attitude corporatiste qui a suscité des inquiétudes parmi les étudiants dès le début. Malgré les messages et quelques signes rassurants les deux premières semaines de mobilisation, force est de constater que ces inquiétudes étaient fondées : tout d'abord, les professeurs de droit et la direction de cet UFR se sont finalement mis peu à peu en opposition dure vis-à-vis du mouvement, avec l'éternelle rengaine du soit-disant manque d'efficacité du blocus des universités. On imagine que pour certains, l'efficacité c'est la pression sur les parlementaires et le retour à la case "démocratie" représentative qui ne peut que garantir le retour détourné du problème. Mais après ces retournements de vestes, d'autres enseignants, dans des composantes plus progressistes, commencent d'ores et déjà à tenter de semer le trouble et faire des propositions qui mènent objectivement à l'abandon de la lutte.



La lutte étudiante en elle-même a démarré sur des bases nouvelles. Les réticences initiales à réitérer l'expérience difficile d'une occupation continue et offensive des locaux, un an après le premier mouvement anti-LRU, ont libéré du temps pour entamer des débats de fond. Sur le pourquoi du mouvement tout d'abord. Rapidement, pour beaucoup, il n'a pas été question de se limiter au retrait des décrets incriminés, ni seulement à l'abrogation de la LRU. Avant même le vote du blocus, l'AG étudiante a voté tout simplement

l'opposition à la politique globale du gouvernement. Puis, fin février, l'appel à la grève générale. Des prises de positions révélatrices d'une évolution des états d'esprits. Des principes de démocratie directe sont régulièrement massivement entérinés, après débats, tel que le caractère impératif des mandats. Ensuite, sur le comment lutter, il a été tout de suite évoqué la mise en place d'une Université Populaire.

Dans les faits, la construction de cette Université Populaire est partie prenante d'une démarche relevant de l'action directe : on construit directement, sans intermédiaire, on ne revendique rien. Pour être honnête, tout le monde ne l'entend pas forcément ainsi : moyen d'action, activité visant à amener du monde à la fac occupée, voir activité secondaire... Le fait que la lutte doive forcément être limitée dans le temps (c'est à dire s'arrêter à la satisfaction de l'exigence du retrait de la LRU) est encore fortement ancré dans les esprits.

Le principe de l'Université Populaire a donné lieu à des réflexions, émanant de la commission montée pour l'organiser ainsi que de la CNT. Les principes énoncés par les deux organisations sont à peu près les mêmes : décloisonnement du savoir et de la fac elle-même, abolition des rapports de hiérarchie prof / élève, démocratie directe, etc. Ces postulats, exposés en AG, ont été votés, après plusieurs interventions d'explication du travail théorique effectué. Même si - il faut bien le dire - beaucoup ont voté favorablement cette position, c'est sans doute sans trop mesurer la portée de la démarche. Il n'en reste pas moins que l'événement est symbolique d'une évolution de la lutte à l'université.



Concrètement, du fait du fort conditionnement de tous - y compris les militants autogestionnaires - l'idéal de l'Université Populaire tel qu'il a été pensé est encore loin d'être atteint. Les « cours » sont toujours assez conventionnels, la construction collective du savoir reste assez limitée. L'ouverture sur l'extérieur de la fac commence tout juste à se faire, notamment avec la mise en place de cours dis *hors les murs*. L'essentiel consiste en des conférences et des projections. À noter cependant la mise en place d'ateliers polyglottes quasi quotidiens, où l'entraide entre les niveaux et l'absence de hiérarchie constituent un bon début d'éducation émancipatrice. La transposition à des domaines autres que les langues reste difficile, notamment parce que cela présuppose un soutien pédagogique (l'expérience d'universitaires, matière de recherche) dont on ne dispose pas forcément lors d'une grève.

Le *blocus* de la fac, ou plutôt faudrait-il parler de la *suspension des activités habituelles*, censée libérer du temps et de l'espace pour la mise en place de cette nouvelle Université, fait aussi penser à beaucoup que rien ne se passe sur les campus. Ainsi, un grand nombre d'étudiants et même de professeurs non seulement restreignent leurs déplacements à l'Université, mais ne prennent pas la peine de participer aux activités. Ceci constitue une nouvelle preuve d'une certaine incompréhension de la démarche autogestionnaire : on ne conçoit que le système habituel, ou alors sa suspension provisoire à des fins revendicatives. Une certaine peur, qu'il serait intéressant d'étudier, d'approcher un certain cercle militant est aussi à l'origine de cela. Il en résulte inévitablement une fatigue militante tant il est complexe et fastidieux d'organiser à la fois l'activité et l'occupation continue des lieux. Si un nombre non négligeable de gens viennent à la fac, ils continuent de consommer le savoir.

Du côté étudiant, il existe aussi une frange plutôt violente de la droite extrême, notamment en droit, organisée dans les officines sarkozystes de l'UNI et des Jeunes Populaires (*sic*). Si leurs interventions en AG les desservent plus qu'autre chose, leurs manœuvres sont parfois assez dangereuses pour la démocratie directe qui se met en place. on peut prendre l'exemple de l'organisation d'un plébiscite en fac de droit « pour la reprise des cours », à bulletins secrets et bien sûr sans débat. Ajoutons à cela quelques collages au verre pillé et un équipement fait de battes de base ball qui nous ramènent plus de dix ans en arrière et nous rappellent que la lutte des classes n'est pas morte.

Si le rôle de l'UNEF est - au moment où j'écris ces lignes et donc où il n'y a encore rien à négocier - insignifiant, la Cé (Confédération étudiante, émanation de la CFDT) joue un rôle bien plus dangereux pour la démocratie, en répétant sans cesse la supposée inefficacité du *blocus* et en niant le rôle des Assemblées Générales. Au delà de ça, il est surprenant pour de soit-disant



« syndicalistes » de constater des positions à ce point droitistes qui les poussent à cautionner la LRU, et même de traiter les étudiants d'*assistés*.

Le fonctionnement démocratique à part ça se porte bien, merci. Contrairement à des mouvements précédents et à d'autres endroits, un soin tout particulier a été mis à penser les Assemblées Générales de façon à ce que tout puisse être discuté de façon claire et voté après des débats contradictoires plutôt efficaces. Des imperfections existent forcément - et il y en aura toujours car tout est perfectible mais il est difficile de remettre en cause la légitimité et le caractère démocratique de ces AG (sans être ridicule en tout cas).

Le rapport aux coordinations hexagonales est quand à lui également évolutif. Si l'Université Populaire de Nantes y participe, un grand nombre d'intervenants commencent à remettre en cause son utilité, dans la mesure où il ne s'agit que d'une instance revendicative. Dans les faits, il ne faut pas perdre de vue que les coordinations n'ont jamais empêché l'UNEF de négocier dans le dos de tout le monde, précipitant ainsi les fins de mouvement.

Sur ce mouvement nantais, il y a encore tant à dire, tant du rapport avec la presse dont les productions relèvent tantôt de la volonté de segmenter les mouvements, tantôt de l'incompétence crasse. Les relations avec les bureaucraties syndicales, notamment de l'éducation, qui, lors de la manif du 11 mars, auraient voulu prendre la tête du cortège alors qu'ils n'étaient pas en lutte et manifestaient le mercredi après-midi à 16h00 afin de

ne pas avoir à se mettre en grève... Après cette manif, tous les rassemblements suivants ont vu le cortège rouge et noir et étudiant réitérer cette démarche visant à imposer la lutte aux yeux des bureaucraties syndicales. À l'usure, et ce malgré la présence menaçante du service d'ordre de l'UNSA (dont on connaît bien la profession...), les syndicats réformistes ont fini par se résigner et laissent faire.

Le mouvement de l'IUT, ensuite, pas si *clean* que ça, puisque quasi téléguiché par la direction de cet institut, dans le seul souci de préservation de l'institution et la défense d'un fonctionnement totalement à l'opposé de celui défendu par le mouvement universitaire... Le soutien exprimé par l'AG étudiante manque à ce sujet d'une vraie analyse. Cette contradiction n'est, semble-il, pas isolée. Peut-être aurait-il fallu réfléchir à la façon dont on voudrait intégrer les aspects plus pratiques des enseignements à une université populaire unique, permettre aux étudiants des IUT d'ouvrir leur horizon aux langues, aux sciences humaines ou à la philosophie par exemple et, parallèlement, introduire une démarche moins abstraite dans les filières du système universitaire *classique*.

Le mouvement anti-LRU a fini par s'essouffler, certains militants n'y croyant plus depuis plusieurs semaines, traduisant un fatalisme chronique. Tandis que les AG votaient largement chaque semaine pour la reconduction du *blocus*, les militants ne cessaient de prophétiser la fin du mouvement. Forcément, à force de ne plus y croire, cela a fini par se réaliser et, début avril, les cours reprenaient. Tous n'avaient plus qu'à s'attendre à se faire rouler sur toute la ligne : refus catégorique du *semestre blanc* ainsi que d'aménagement quelconque, et ce malgré une tentative de mobilisation pour sauver les meubles. Cette fin étant prévisible, il est dommage que l'expérience de l'Université Populaire se soit stoppée par la même occasion, alors que cela n'allait pas du tout de soi.

Pour conclure, il aurait été naïf de croire au début d'une longue expérience autogestionnaire à l'Université de Nantes, comme cela s'est fait à l'usine LIP dans les années 70 ou plus récemment dans certaines entreprises en Argentine. Mais, comme toute lutte, celle de contestation de la LRU en ce printemps 2009 a semé dans les esprits de nouvelles idées et de nouvelles démarches, qu'on ne peut qu'espérer voir réapparaître de façon plus concrète dans le futur.

Per-Ewan

Pennad-Kaoz

Interview



Avec TROUZ AN NOZ

Peux-tu nous présenter les membres du groupe, vos expériences musicales et influences ?

Nico : au chant c'est Mathieu, Jé aux chœurs, platines et tout ce qui est de la programmation de la bande son, Riwanon et Annaig aux chœurs et moi-même à la guitare/chant. Pour ce qui est des expériences j'ai joué chronologiquement dans Melmor de 93 à 97, puis j'ai enchaîné avec NCA, groupe de punk-rock de Saint-Brieuc jusqu'en 99/2000, avant de rejoindre Nevrotic Explosion de 2002 à 2006. Mes influences sont assez larges, punk bien sûr, mais aussi rock, hardcore et également tout ce qui touche à la musique traditionnelle. C'est pourquoi j'avais envie de remonter un groupe métissé où différents styles se rencontrent et où différentes formes d'expression se côtoient. Pour l'originalité bien sûr mais aussi tout simplement parce que trop de groupes s'identifient à des modèles, souvent anglo-saxons, et moi j'avais plus envie de montrer qu'on peut faire du punk-rock en breton ou en gallo, d'autant plus qu'il y a un gros vide à ce niveau-là, à part quelques exceptions. Je m'identifie davantage à la scène punk contestataire et ça va de pair avec l'utilisation de langues minoritaires, je trouve que c'est assez complémentaire.



Comment et pourquoi Trouz an Noz a-t-il vu le jour ?

Nico : sur la forme, Mathieu et moi on se connaît depuis quelques années. J'aime bien sa façon de chanter, ses textes, notamment quand il était dans Paku Puawai et on avait une convergence de vue, sur la place de la langue bretonne par exemple dans la scène punk, donc on a eu ce projet qui a démarré en 2007. Sur le fond, de « pourquoi TAN a vu le jour ? », je crois que j'ai répondu en partie à cette question dans la question précédente. Comme le dit une réplique de la chanson Unan all, « nous ne sommes pas là pour plaire » : même si je la sors de son contexte, elle correspond bien à nos envies de faire quelque chose qui nous plaise à nous avant tout, on n'est pas là pour épater la galerie, mais si ça peut influencer des gens pour s'intéresser au breton, au gallo, aux scènes alternatives bretonnes, à constituer des réseaux de résistance antifa, à s'impliquer dans des luttes, ça sera positif. Trouz an noz c'est ça : prendre position, quitte à provoquer des polémiques, s'engager, jouer en soutien pour les causes qui nous correspondent (comme on l'a fait pour les faucheurs volontaires, Diwan, Skoazell Vreizh, No Pasaran...)

Vous chantez en trois langues : breton, gallo et français, comment la scène perçoit cette diversité et l'emploi de langues dites minoritaires ?

Nico: je n'ai pas assez de recul encore pour voir quel est le perçu du public, mais ça a l'air de fonctionner. Quand j'entends des « Unan all, unan all ! » à la fin de nos concerts ou que je vois les gens reprendre des chœurs en breton ça fait plaisir. En tout cas



ça nous ouvre des portes, on participe à des compils en breton par exemple.

Il y a quelques mois, vous avez annulé un concert à Rennes, peux-tu nous en dire plus ?

Nico : je n'ai pas spécialement envie de reprendre toute la chronologie des événements, car ça a fait taper sur les claviers pendant de longues semaines, ça a fait du bruit dans le microcosme punk/rock/oi rennais et plus encore, c'est un peu fastidieux. Mais pour faire bref, nous avions quelques problèmes à voir des groupes tendancieux, des t-shirts explicites ou bien encore des « personnalités » de la scène rac (rock against communism) pour ne pas dire fascistes, s'afficher en toute impunité dans les concerts de l'asso Breizh Wankers, ce que j'ai dénoncé auprès du responsable de cette asso il y a déjà quelques années. C'est la venue de West Side Boys, groupe oi patriotique, au Mondo Bizarro, club concerts de Rennes, en 2008, qui a fait l'objet de toute une série de polémiques sur internet. Nous n'en avons pas été à l'origine, mais le comble, c'est qu'on nous a proposé de jouer là-bas la veille de ce concert, autant vous dire que vous aviez la France et l'anti-France à jouer sur la même scène à 24 h d'intervalle, ce qui est assez paradoxal c'est le moins qu'on puisse dire ! Comme le concert de West Side Boys a été maintenu, c'est nous qui sommes partis, car on a des convictions et on les affiche. Il s'agissait moins de boycotter le Mondo, même si dans les faits ça a été le cas, que de marquer notre désapprobation totale vis à vis du comportement de Breizh Wankers.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de votre actualité, des projets du groupe ?

Nico : l'actualité c'est un clip qui a été tourné fin mai qui sera mis en ligne sur notre site. Et puis on prépare un album qu'on va enregistrer au mois d'octobre qui devrait sortir sur FZM et peut-être avec la participation d'autres labels.

<http://www.tan.lautre.net/>



N'AYEZ PAS PEUR !

CHRONIQUE ORWELLIENNE



CYBER FLICAGE

L'Europe a chargé l'Italie d'étudier les faisabilités en matière d'écoute des communications sur IP (VoIP). Motif invoqué : la lutte contre le banditisme. Des logiciels comme Skype seront donc sans doute bientôt à la



merci des reniflards de la maison Poulaga. De manière officielle en tout cas... car les policiers allemands utilisent déjà un logiciel espion intitulé Digitask pour écouter les conversations en VoIP.

Toujours au niveau des nouvelles rassurantes concernant la liberté d'expression sur le net, comment ne pas faire allusion à cet informaticien qui a eu la mauvaise idée d'être remonté contre l'ancienne garde des sceaux (et des casseroles) et de le faire savoir. La très valeureuse "Rachida mille carats" a porté plainte et a fait condamner ce renégat qui avait envoyé un mail à l'un de ses collaborateurs dans lequel il disait "Naze, naze, naze, le peuple aura votre peau !". Le résultat : un mois de prison avec sursis pour le désormais bien rodé "outrage sur une personne dépositaire de l'autorité publique"...

BASE ENSEIGNANT

Comment ne pas évoquer ce merveilleux appel d'offre lancé par le gouvernement français en octobre dernier dont le but

est « la veille de l'opinion dans les domaines de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche. » 100000 et 120000 euros ont été proposés respectivement pour le compte du ministère de l'éducation nationale et celui du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais en quoi consiste donc cette veille de l'opinion? Il suffit de se pencher sur les objectifs précis énoncés dans le document en question pour avoir quelques sueurs froides : Identifier les thèmes stratégiques (pérennes, prévisibles ou émergents).

Identifier et analyser les sources stratégiques ou structurant l'opinion.

Repérer les leaders d'opinion, les lanceurs d'alerte et analyser leur potentiel d'influence et leur capacité à se constituer en réseau.

Décrypter les sources des débats et leurs modes de propagation.

Suivre les informations significatives dans le temps.

Anticiper et évaluer les risques de contagion et de crise.

Alerter et préconiser en conséquence.

Ainsi donc, le gouvernement, par le biais de ses deux ministères fait un appel d'offre dont l'objectif est de repérer par avance des risques de crise en surveillant les journaux, radios, télévisions et internet et en fichant les « leaders d'opinion ». La continuité de la Base Elève en quelque sorte mais pour les profs...

HADOPI ET COMPAGNIE

Ça y est, c'est fait. Après un premier tour de passe-passe, les députés de l'opposition avait empêché une première fois que soit adopté le projet de loi « Création et Internet ». Ce n'était que partie remise pour les députés de l'UMP qui ont fait adopter le 12 mai dernier cette loi qui va permettre de couper la connexion internet des vilains pirates (connexion qu'ils continueront à payer malgré tout) au bout de trois avertissements et seront blacklistés (cf. Huchoër 24). L'adoption purement idéologique de ce texte marque le début d'un bordel qui s'annonce sans fin. Car outre le fait que ce texte de loi soit en contradiction avec une décision récente du parlement européen, son application technique risque de s'avérer pleine d'embûches... Mais aussi effrayante

soit-elle, Hadopi ne fait que préparer la énième loi sur la sécurité intérieure (LOPSI) qui s'annonce autrement plus liberticide...



OEIL POUR OEIL

Les flashballs et autres tazers dont se sert allègrement la flicaille pour faire du ball trap dans les cités et dans les manif font très régulièrement des victimes qui perdent à l'occasion un oeil par là, un testicule par ci. Heureusement que certaines boîtes comme la poudrerie de Pont-de-Buis dans le Finistère élaborent régulièrement de nouveaux joujoux pour les grands gamins que sont les flics. Ainsi donc, l'entreprise Nobelsport se vante d'avoir inventé une nouvelle cartouche : la Spartan le 40. Le patron nous rassure : « Si cette nouvelle cartouche mesure 40 mm de diamètre, c'est pour éviter de crever les yeux ». Merci notre bon prince de penser à nous ! En attendant de trouver une cartouche qui évite de déclencher des infarctus et de castrer les manifestants, Nobelsport espère produire un million de pièces et exporter sa belle trouvaille.

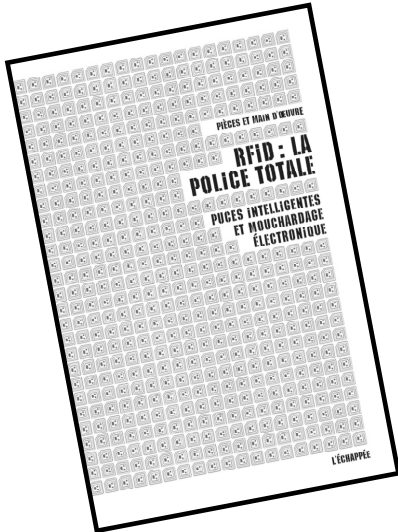
BIOMÉTRIE

Non content de pouvoir reconnaître quelqu'un grâce à ses empreintes, à sa rétine ou à la forme de son visage, les savants fous (et pas si fous que ça) veulent "forcément aller toujours un peu plus loin. Ainsi, Sony annonce l'arrivée d'une nouvelle technologie basée sur les veines du doigt. Certaines banques japonaises utilisent déjà cette technologie merveilleuse qui devrait (comme les précédentes) envahir d'ici peu les systèmes

(Suite page 22)

d'authentifications des ordinateurs et téléphones portables. Que du bonheur climatisé qu'on vous dit!

À propos du traçage de la population, par le biais des puces RFID, la lecture du petit opuscule paru aux éditions L'échappée : *RFID : La police totale – Pucés intelligentes et mouchardage électronique* est très instructive et fortement recommandée.



RÉJOUISSANCES

Au rayon des bonnes nouvelles dans cet océan de merde, on notera l'inquiétude médiatisée de la hiérarchie policière face au dérèglement du STIC (le fichier des "infractions constatées") qui a déjà mis en fiche 33 millions de personnes dans l'Hexagone. Ce fichier recense toutes les personnes ayant de près ou de loin affaire à la justice ("fautif", "victime" ou simple témoin) depuis quarante ans. Le hic c'est que la CNIL a pointé du doigt un taux d'erreur de 83%. De quoi inquiéter sur l'étendue du fichage mais aussi rassurer sur les capacités des flics à gérer une telle base qui est de fait, totalement décrédibilisée.

Un fait divers plein d'ironie a de quoi faire sourire : en janvier, le tribunal de grande instance de Bonneville en Savoie a été la cible de hackers qui on transformé son site en plateforme de téléchargement en mettant à disposition 23 Go de musique et de films. Difficile de ne pas voir dans cet acte provocateur un pied de nez à Hadopi...

Enfin, quoi de plus touchant que ces deux agents de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) victimes d'un "accident de travail" fin mars. Ces deux apprenti-barbouzes ont en effet sauté avec la bombe qu'ils venaient de placer sur un véhicule lors d'un "exercice" dans le coin de Perpignan. Voilà qui en dit long sur les activités ludiques des services secrets... En tout cas, bravo et bonne continuation !

Chromosome Y

Rejoins-nous !

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire (CBIL) rassemble actuellement plusieurs collectifs en Bretagne : Huch ! à Rennes, Treger Disuj pour le Trégor, Kailh Du pour la région de Lorient, Strollad Lochu pour Brest ainsi que des individus. N'hésitez pas à prendre contact avec votre collectif local ou à en créer un s'il n'existe pas encore.

Coordination nationale : cbil@no-log.org

CBIL, BP 70402, 22200 Gwengamp Cedex

Bro Dreger/Tregor : Treger Disuj - treger.disuj@no-log.org

Roazhon/Rennes : Huch ! - huch@no-log.org

An Oriant/Lorient : Kailh DU - Kailh_du@no-log.org

Brest : Strollad Lochu - strolladlochu@no-log.org



**Nous rappelons aux fortes têtes
que le port de la cagoule est
interdit pendant la lecture du Huchoer !**

**LE HUCHOËR (LE PORTE-VOIX EN GALLO) EST LE JOURNAL SEMESTRIEL DE LA
COORDINATION POUR UNE BRETAGNE INDÉPENDANTE ET LIBERTAIRE (CBIL)**

ISSN : 1770-3506

CONTACT : HUCHOER@NO-LOG.ORG

LE HUCHOËR c/o CBIL, BP 70402, 22200 GWENGAMP CEDEX



LA CHRONIQUE DU COURROU D'NÉTEÏE



Rétrospective, non exhaustive, des rassemblements, actions auxquelles nous avons participé ou apporté notre soutien ; elle n'a pas la prétention d'être exhaustive, qu'on se le dise !

-Sans-papiers-

22/01 : occupation d'une agence d'Air France à Rennes pour dénoncer la politique de la compagnie en matière d'expulsions.

29/01 : un jeune menacé d'expulsion, **Abdel**, est régularisé à **Morlaix**. Il a été soutenu par ses camarades de lycée.

04/03 : rassemblement à l'initiative du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) à Saint-Brieuc.

09/03 : rassemblement d'une centaine de lycéen-n-es et étudiant-e-s pour soutenir Amadou, camarade menacé d'expulsion à Rennes.

11/03 : occupation d'une maison de quartier (Carrefour 18) à Rennes par le collectif de soutien aux sans-papiers, pour pallier au désengagement de l'Etat dans l'hébergement des demandeurs d'asile. Cette action fait suite à un mouvement d'occupation de lieux publics.

25/03 : manifestation devant la Préfecture de Rennes pour soutenir les occupations en faveur des demandeurs d'asile et pour le droit au logement en général.

28/03 : manifestation à Rennes à l'initiative de RESF en faveur de la régularisation des sans-papiers : 500 personnes se mobilisent.

08/04 : 350 personnes à Nantes, 300 à Rennes, 150 à Saint-Brieuc contre la loi qui fait de l'aide aux étrangers en situation irrégulière un délit.

19/05 : occupation par une cinquantaine de personnes du gymnase du lycée de Bréquigny pour interpeller la Région sur le problème du logement des personnes sans-papiers

06/06 : parloir sauvage avec les personnes sans-papiers retenues à Rennes.

-Répression-

12/02 : 200 personnes viennent soutenir les 6 mis en examen pour peinturlurage de symbole des Pays de la Loire à Nantes.

05/03 : les 6 militants de la réunification à Nantes écoperont de 2 mois de prison avec sursis, 100 heures de TIG et 30 000 euros d'amende

10/03 : procès d'un salarié de la métallurgie à Saint-Nazaire pour offense au président de la République lors de la manifestation du 29 janvier, et de trois autres personnes poursuivies pour des violences. Si la justice n'a pas retenu l'offense, elle a néanmoins condamné les 4 prévenus pour attroupement illicite

et violences.

12/03 : 6 manifestants carhaisiens qui soutenaient la maternité de l'hôpital de Carhaix sont relaxés alors qu'ils étaient poursuivis pour des violences « sur personnes dépositaires de l'autorité publique ».

16/03 : 23 personnes sont « entendues » par les gendarmes et la police judiciaire dans le cadre de convocations de manifestants soutenant l'hôpital de Carhaix, pour des infractions commises lors de manifestations.

11/04 : manif à Guingamp organisée par le collectif Fantômas contre la criminalisation des mouvements sociaux et les lois anti-terroristes, suivi d'une soirée théâtre à PK² (anciennement Pen Kalet) à Gurunuhel. (Voir page 13)
25/04 : manifestation régionale contre toutes les répressions à Nantes. Suite à la manif, plusieurs personnes, dont des militants du collectif 44 BZH ont été interpellées.

-Divers-

18/04 : pour l'anniversaire de la mise en place du dispositif de vidéosurveillance à Vannes, une action anti-vidéosurveillance a été menée sur les sites occupés suivie d'un rassemblement place des Droits de l'Homme.

30/04 : suite à la plainte déposée pour diffamation par 4 personnes, membres de l'association des anciens d'appelés d'Algérie contre la guerre, envers la présidente de "Réagir" ("Résister et agir pour la défense de nos identités", cette dernière comparait devant le Tribunal Correctionnel de Quimper. Cette plainte faisait suite à l'accusation de madame Dupont-Tingaud de falsification de l'histoire pendant le festival du film de Douarnenez en 2007, notamment par rapport à René Vautier et ses films *Afrique 50* ou *Avoir 20 ans dans les Aurès*.

21/05 : bal masqué à Rennes dispersé par la police

12/06 : inauguration de la Cantine à Rennes, lieu d'échanges et de convergence (voir page 14)



ET POUR QUELQUES EUROS EN PLUS...



Badges
0,50€ pièce



T shirt «Herzel bremañ
Trec'hiñ warc'hoazh»
(résister aujourd'hui, vaincre demain)
10 €



Rédition du Petit lexique
subversif et politique
français / breton
2€



Et toujours dispo : Lexique de Gallo du Méné-Penthièvre ! (2€)

Adressez votre Chèque à l'ordre de CBIL
CBIL
BP 70402
22200 Gwengamp Cedex